

**Conseil québécois de la production
de langue anglaise**

**Rapport de surveillance
sur la production
régionale canadienne
1996-1997 à 2014-2015**

Août 2016

qepec@bell.net

Table des matières

Mandat	5
Méthodologie	6
Analyse	9
1. Introduction.....	10
2. Lutte pour la télévision canadienne.....	11
3. Partage du marché canadien avec un éléphant.....	12
4. Crise au sein du marché canadien de la radiodiffusion.....	14
5. Ralentissement du déclin de la production anglaise au Québec.....	16
6. Fonds des médias du Canada et la production de langue anglaise au Québec..	17
7. Services de production étrangère.....	18
8. Genres.....	18
9. Conclusion.....	20
Notes aux tableaux et graphiques	23
Productions intérieures	24
Tableau A - Production intérieure, par région et dans toutes les langues.....	24
Tableau B - Production intérieure de langue anglaise, par région.....	24
Tableau C - Production intérieure de langue française, par région.....	24
Tableau D - Production intérieure au Québec, par langue.....	25
Tableau E - Production télévisuelle et cinématographique de langue anglaise au Québec.....	26
Tableau F - Financement public et privé d'œuvres cinématographiques au Québec, par langue.....	26
Tableau G - Financement public et privé de productions télévisuelles au Québec, par langue.....	27
Productions étrangères	27
Tableau H - Production étrangère et services de production étrangère, par région.....	27
Tableau I - Production étrangère et intérieure au Québec, par langue.....	28
Genres	28
Tableau J – Oeuvres de fiction de langue anglaise à l'échelle nationale, par région.....	28
Tableau K - Documentaires de langue anglaise à l'échelle nationale, par région.....	30
Tableau L - Oeuvres d'animation à l'échelle nationale, par région et par langue.....	30
Inflation	31
Tableau M - Production nationale de langue anglaise, par région, en dollar constant....	31

Fonds des médias du Canada	32
Tableau N - Télévision de langue anglaise – production financée et celle non financée par le FMC.....	32
Tableau O - Télévision de langue française – production financée et non financée par le FMC.....	33
Tableau P - Fonds des médias du Canada, par principaux centres de production de langue anglaise.....	33
Tableau Q - Financement du FMC des langues minoritaires, par programme.....	35
Tableau R - Dépenses du FMC au Québec – Enveloppe de rendement de radiodiffusion.....	37
Autres organismes culturels	37
Tableau S - Téléfilm – Fonds du long métrage du Canada.....	37
Tableau T - L'Office national du film, par région anglophone.....	38
Tableau U - Production indépendante de la CBC, par région anglophone.....	39
Tableau V - SODEC - Financement d'œuvres cinématographiques, par programme et par langue.....	40
Tableau W - SODEC – Sommaire du financement destiné à la production.....	40
Graphiques	
Graphique 1 - Pourcentage de changement – Productions anglophone et francophone, par région.....	25
Graphique 2 – Oeuvres de fiction de langue anglaise par région à l'échelle nationale.....	29
Graphique 3 – Effets de l'inflation sur la production de langue anglaise à l'échelle nationale.....	31
Graphique 4 - Effets de l'inflation sur la production de langue anglaise à l'échelle régionale.....	32
Graphique 5 – FMC - Pourcentage de changement de la production de langue anglaise à l'échelle régionale.....	35
Graphique 6 - Télévision dramatique de langue anglaise au Québec - financement du FMC par opposition au financement AMI.....	36
Graphique 7 - ONF-Pourcentage de changement de la production de langue anglaise à l'échelle régionale.....	39
Tableaux A à W	41

Rapport produit avec la participation de Canadian Media Producers' Association, l'Office national du film du Canada et de l'Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists.



Mandat

Ce document met à jour le rapport sur la Surveillance de production régionale 1996-1997 à 2013-2014 publié en mars 2016 par le Conseil québécois de la production de langue anglaise (QEPC). Ce document est désormais offert dans les langues française et anglaise.

Dans ce nouveau rapport, nous ajoutons les données du BCPAC (Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens) et nous continuons à examiner les données portant sur les productions indépendantes, sur le long terme. L'objectif de cette étude quantitative, couvrant dix-neuf ans de données, est de mieux comprendre les tendances qui se démarquent dans production nationale et régionale à travers le pays. C'est dans ce contexte national que nous examinons plus particulièrement la situation de la production des Communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM)¹ au Québec.

À même ce rapport se trouvent des tableaux fournissant des tendances historiques détaillées de la production. Ces tableaux fournissent des statistiques sur la production des CLOSM qui ne peuvent être obtenues autrement.

Le QEPC a embauché la firme de recherche Magnetic North Associates (MNA) pour mener cette étude. Les conclusions émises dans ce rapport sont celles de MNA et ne reflètent pas nécessairement les opinions du QEPC ni des bailleurs de fonds de ce rapport.

Nous tenons à remercier *Canadian Media Producers' Association* (CMPA) l'Office national du film du Canada (ONF), le Fonds des médias du Canada (FMC), *l'Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists* (ACTRA) et le BCPAC pour leur générosité. Sans leur appui, il aurait été impossible de produire ce rapport et en plus, dans les deux langues officielles.

¹ Aux fins du présent rapport, le nom « Communautés de langue officielle en situation minoritaire » ou l'acronyme CLOSM peut signifier la langue française à l'extérieur du Québec ou la langue anglaise à l'intérieur du Québec. Ce rapport met l'accent sur la langue anglaise.

Méthodologie

Cette étude effectue un suivi sur les tendances qui s'affichent dans les productions régionales et linguistiques canadiennes et l'information fournie remonte aussi loin que 1996; la première année où des données fiables sur le crédit d'impôt fédéral sont disponibles. La plupart des statistiques sur la production nationale dans ce rapport sont tirées des données recueillies en avril 2016 auprès du BCPAC.

Nous utilisons les données du crédit d'impôt fédéral parce qu'elles ont l'avantage d'être uniformes dans tout le pays, d'autant plus que les producteurs sont plus motivés à fournir les données demandées par le BCPAC que de répondre à d'autres sondeurs. Les données du crédit d'impôt fédéral sont plus précises et reflètent ainsi environ 85 % de la production indépendante.

Cependant, il y a aussi des inconvénients. Par exemple, les chiffres du BCPAC fluctuent. Les statistiques sur le crédit d'impôt pour les années les plus récentes changent constamment et le lecteur doit garder cette mise en garde à l'esprit. Les informations fournies dans les tableaux du BCPAC ne s'étalent donc pas au-delà de 2014-15, car les données plus récentes sont incomplètes.

L'autre inconvénient est que le BCPAC n'est pas encore en mesure de fournir des données relatives à la production étrangère et les services de production par région. Nous avons donc utilisé des informations publiées dans les rapports annuels Profile² pour recueillir les chiffres tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle régionale à l'extérieur du Québec. Les données affichées pour le Québec sont celles recueillies auprès du Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ).³

En plus des données provenant du BCTQ, divers organismes culturels ont fourni des informations pour chacune des années affichées dans les tableaux, et ce, jusqu'en 2014-2015. Nous avons ajouté, à cette édition du rapport, de nouveaux tableaux⁴ lesquels montrent la répartition des productions télévisuelles entre les productions ayant obtenu de l'aide financière du FMC et celles qui n'ont pas bénéficié d'une telle aide.

En règle générale, les statistiques sont calculées en dollars courants, ce qui laisse croire que la croissance de production est plus robuste qu'elle ne l'est en réalité ou que les pertes sont moins sévères. Par exemple, en faisant abstraction de l'inflation dans les statistiques, la production québécoise anglophone a véritablement perdu 41 % de son volume intérieur depuis les dix-neuf dernières années, et non 22 %. Le calculateur d'inflation de la Banque du Canada a été utilisé aux fins de notre analyse de l'inflation et l'analyse est basée sur l'indice des prix à la consommation.⁵

2 Le rapport Profile est une publication annuelle de Nordicity à l'intention du CMPA et de la AQPM (Association québécoise de la production médiatique). Nordicity a recours à diverses sources, notamment aux données relatives au crédit d'impôt fédéral émises par le BCPAC à l'automne chaque année. Par ailleurs, Nordicity ajoute généralement 15 % à ses données afin de créer des statistiques qui correspondent le mieux à la production canadienne globale estimée, alors que les données relatives au crédit d'impôt fédéral retrouvées dans ce rapport sont celles émises par le BCPAC au printemps chaque année. Les chiffres du BCPAC changent régulièrement en raison des demandes « tardives », comme indiqué dans la mise en garde ci-dessus.

3 Il est à noter que les données recueillies par Nordicity pour Profile et utilisées dans le tableau H ne correspondent pas nécessairement aux données fournies par le BCTQ et utilisées dans le tableau I.

4 Tableaux N et O

5 Veuillez vous référer aux notes dans le tableau M pour obtenir plus de détails.

Nous avons calculé le pourcentage de variation à l'intérieur de chacun des tableaux en comparant les moyennes des trois premières années répertoriées avec la moyenne des trois dernières années. La différence entre ces moyennes représente le pourcentage de changement positif ou négatif dans le tableau. Veuillez consulter les notes dans chacun des tableaux.

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui nous ont aidé à recueillir ces informations, en particulier M. Peter Mann du BCPAC. Nous tenons également à remercier M. Randy Duniz de l'ACTRA qui a créé les graphiques et formaté le rapport.

Analyse



1. Introduction

Comme nous l'avons vu dans certains rapports antérieurs, et de nouveau dans ce rapport, l'industrie de la production de langue anglaise au Québec a dû relever un défi unique au sein de l'ensemble de l'industrie de la production régionale ou linguistique au Canada ; soit la perte de près de la moitié de son volume de production depuis qu'elle avait atteint un sommet il y a quinze ans. La conséquence directe de cette perte n'est pas évidente à la lecture des tableaux de ce rapport, mais il convient de noter l'exode de talents qui se sont tournés vers Toronto, Vancouver ou Los Angeles à la recherche d'emploi, réduisant ainsi le bassin de talent nécessaire pour attirer de nouveaux projets causant ainsi la régression du cycle de production.

Le Conseil québécois de la production de langue anglaise (QEPC) fut créé pour freiner et renverser ce déclin. Les informations contenues dans ce rapport démontrent les gains obtenus grâce aux effets de la Loi sur les langues officielles sur les décideurs de divers organismes fédéraux. Par conséquent, le QEPC juge que cette régression historique de la production des CLOSM a cessé, et qu'elle est peut-être même déjà sur une nouvelle lancée positive.

Le FMC a mis en place la Mesure incitative pour la production de langue anglaise en milieu minoritaire (AMI), et de concertation avec le QEPC, a établi ses lignes directrices. Afin de répondre à une demande croissante, le FMC a augmenté son budget régulièrement depuis sa mise en place. Comme nous le démontrons dans ce rapport, l'aide financière accordée par le FMC a permis à la production télévisuelle de langue anglaise au Québec de connaître un succès retentissant, tandis que la production télévisuelle non financée par le FMC poursuit son déclin.

Le CRTC, quant à lui, apporte son soutien à la production des CLOSM par le biais de ses décisions portant sur les licences de radiodiffusion. Plus particulièrement, la Canadian Broadcasting Corporation (CBC) doit dépenser 6 % de son budget national de production indépendante sur des productions des CLOSM et Rogers, 3 %. Bell doit engager un minimum de 10 % de ses dépenses de production liés à ses avantages tangibles (Astral – langue anglaise), à l'endroit des CLOSM. Ces décisions ont créé un marché intérieur stable pour les CLOSM et ont permis la réussite du programme AMI.

L'ONF a signé la première entente de collaboration avec les CLOSM de langue anglaise. Suivant une baisse considérable de l'aide financière accordée à la production des CLOSM de langue anglaise, cette entente historique vient faire état de l'engagement de l'ONF à stabiliser cette aide financière.

La CBC a établi, au niveau de la haute direction, une politique à l'intention des CLOSM de même qu'un processus de consultation pour sa programmation. Téléfilm a créé de son côté un comité consultatif pour les CLOSM de langue anglaise. Par ces actions, nous escomptons améliorer la communication et progresser davantage.

2. La lutte pour la télévision canadienne

La production de langue anglaise au Québec n'existerait pas sans une industrie de production télévisuelle à l'échelle nationale. Nous tenons malheureusement pour acquise cette industrie. Il y a 64 ans, la mise sur pied d'une télévision canadienne était un risque très serré et il est bon de s'en souvenir aujourd'hui.

Nous tenons donc à rendre hommage à M. A. Davidson Dunton et au Conseil d'administration de la CBC d'avoir revendiqué la souveraineté de la télévision canadienne au moment où elle était mise en péril par les radiodiffuseurs américains en septembre 1952.

Dans les années 1920, la CBC et ses prédécesseurs n'avaient aucune obligation de s'affilier aux réseaux américains pour acquérir des émissions radiophoniques américaines. La CBC s'attendait à ce que les mêmes règles s'appliquent à ce nouveau médium télévisuel. Au contraire, les réseaux américains ont insisté sur le fait que désormais, l'achat de leurs émissions télévisuelles était conditionnel à la signature d'une entente d'affiliation, tel qu'imposé à toute station américaine locale. Lorsque M. Dunton refusa de signer, les réseaux américains ont boycotté la CBC.

La télévision canadienne a tout de même tiré son épingle du jeu en allant en ondes sans aucune émission américaine, et ce, à la grande déception de ses téléspectateurs et annonceurs. La CBC devenait cependant non viable sans les revenus publicitaires qu'auraient apportés les populaires émissions américaines. Néanmoins, M. Dunton refusa d'abandonner son combat et insista sur le fait que la nouvelle technologie télévisuelle devait être contrôlée par des Canadiens.

Qui plus est, afin de remplir sa grille horaire, la CBC devait produire des émissions supplémentaires, et ce, avec des fonds qu'elle n'avait pas.⁶ Passent les mois de septembre, d'octobre, de novembre et de décembre sans que l'on ne sorte de cette impasse. Si le boycottage se poursuivait après le mois de mars 1954, le diffuseur public serait alors en faillite. Les américains, de leur côté, ne connaissant pas l'ampleur du gouffre financier dans lequel s'était enfoncée la CBC, abandonnèrent la lutte. Considérant la perte du coût d'opportunité trop élevée, une fois le lien microonde entre Buffalo et Toronto complété en janvier 1953, les diffuseurs américains mettaient un terme au boycottage.

Le Canada est alors accepté par les américains comme un marché étranger, indépendant et extrêmement rentable ne faisant pas partie du marché « domestique » américain. À la suite de la victoire de M. Dunton, la première émission américaine télévisée au Canada était le documentaire « Victory At Sea ».⁷

6 Afin de contrebalancer l'absence d'émissions américaines, la CBC avait accumulé une dette immense en vue de produire de nouvelles émissions de télévision qui n'apparaissaient pas au budget. Dans l'éventualité où la dette ne pouvait être remboursée à la fin de l'année financière, le radiodiffuseur public serait techniquement en faillite. À ce moment-là, l'opposition conservatrice se plaignait du coût extravagant engendré par la mise en place du réseau de télévision CBC et croyait que la télévision pouvait être établie au Canada par l'entremise de radiodiffuseurs privés sans avoir recours à des deniers publics. Dans ce contexte politique, M. Dunton et son conseil ont pris un risque énorme. L'avenir du radiodiffuseur public était sans aucun doute mis en jeu.

7 Source : « Magic Time : TV Comes to Canada », Great Canadian Moving Picture Co. (1997)

3. Le partage du marché canadien avec un éléphant

Le marché de la radiodiffusion canadienne a toujours été partagé entre l'éléphant et la souris. Malgré la rhétorique du paragraphe 3 de la Loi sur la radiodiffusion, on peut prétendre que la raison d'être du système de radiodiffusion canadien-anglais est la distribution d'émissions américaines. Les exigences réglementaires requérant que du contenu canadien soit intégré aux grille-horaires sont un « prix à payer » dans la conduite des affaires pour les radiodiffuseurs canadiens et les producteurs américains.

La survie de la souris est due au fait que sa part du marché a été conservée grâce aux lois et réglementations fédérales mises en place en vue de promouvoir les intérêts publics et la souveraineté culturelle. Malgré la positivité de ce discours, la majorité de l'argent dépensé pour la programmation au Canada est versée aux producteurs étrangers.

En 2015, les télédiffuseurs canadiens ont déboursé plus de 1,6 milliard de dollars sur des émissions étrangères et les entreprises de distribution de radiodiffusion (EDR) ont dépensé 400 milliards de dollars sur des affiliations étrangères. En plus, les Canadiens ont dépensé environ 620 millions de dollars (5,2 millions d'abonnements) pour adhérer à Netflix, sans compter cent ou deux-cents millions de dollars aussi déboursés pour d'autres services par contournement américains non réglementés tel qu'Amazon Prime ou Hulu. Nous estimons qu'un montant approximatif de 2,8 milliards de dollars du marché de radiodiffusion canadien se dirige vers Hollywood et autres sources étrangères. Le montant exact reste inconnu parce que ces entreprises (Netflix et autres) affirment que ne détenant aucun actif au Canada, elles ne sont pas sujettes à la réglementation ou à quelque obligation de divulgation financière.

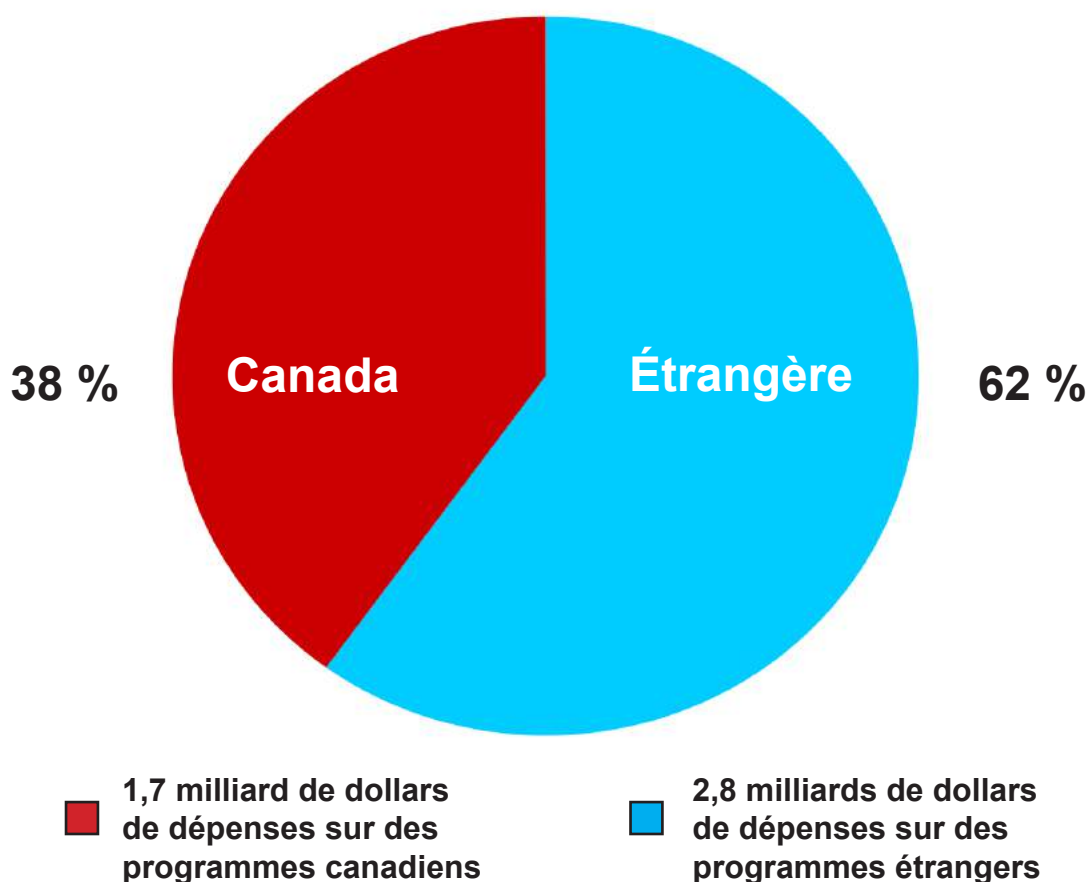
Nous savons toutefois que Hollywood retire beaucoup plus du marché canadien que les producteurs canadiens. En 2015, les dépenses directes pour de la programmation canadienne se chiffrent à environ 3,3 milliards de dollars. De ce montant, approximativement 1,6 milliard de dollars provient de sources publiques⁸ et l'autre moitié, ou 1,7 milliard de dollars, provient du marché canadien.⁹

⁸ . Les émissions de télévision canadiennes ont reçu 1,6 \$ milliards en 2015 provenant de sources publiques (274 millions de dollars du crédit d'impôt fédéral, 424 millions de dollars des crédits d'impôt provinciaux, 140 millions de dollars de Patrimoine Canada pour le FMC et 758 millions de dollars de Patrimoine Canada pour la CBC. Si l'on inclut les dépenses de production de Téléfilm et de l'ONF, on arrive à 104 millions de dollars de plus.

⁹ En 2015, les services de télévision à péage, à la carte, de vidéos sur demande de même que les canaux spécialisés ont dépensé 1,637 milliard de dollars sur des émissions canadiennes et 936 millions de dollars sur des émissions étrangères. La télévision conventionnelle privée a dépensé 653 millions de dollars pour des émissions canadiennes et 656 millions de dollars pour des émissions étrangères. La CBC a dépensé 557 millions de dollars sur du contenu canadien et 21 millions de dollars sur des œuvres étrangères. Les EDR ont dépensé 437 millions de dollars sur du contenu canadien, le FMC et autres programmes de financement. Les EDR ont également dépensé 389 \$ millions pour le paiement d'affiliations étrangères, lesquels ne sont pas inclus dans les paiements étrangers ci-dessus. Les paiements d'affiliations canadiennes sont calculés dans ces paiements canadiens. En plus de cela, les services par contournement étrangers non réglementés ont extrait environ 800 \$ millions du marché. Estimation totale du marché de la programmation télévisuelle intérieure (excluant le financement public) : 4,5 \$ milliards. Estimation des dépenses de programmation étrangère : 2,8 \$ milliards. Dépenses canadiennes totales de programmation, incluant le financement public : 3,3 \$ milliards et en excluant le financement public : 1,7 \$ milliards.

En faisant abstraction des subventions publiques, on peut observer que le marché de la programmation télévisuelle canadienne représente grossièrement 4,5 milliards de dollars. Environ 1,7 milliard de dollars vont à la programmation canadienne, soit 38 % du total des dépenses de programmation. La programmation étrangère, surtout américaine, obtient quant à elle 2,8 milliards de dollars soit l'autre 62 %.¹⁰

Dépenses de programmation télévisuelle au Canada



La majorité de ses dépenses de programmation étant rattachées à Hollywood, le système de radiodiffusion canadien a contrebalancé la situation de deux façons : premièrement le gouvernement met en place des mesures de financement destinées à la production qui, malheureusement, permettent indirectement aux radiodiffuseurs privés canadiens de dépenser des centaines de millions de dollars à Hollywood tout en respectant leurs obligations de produire du contenu canadien et deuxièmement, les radiodiffuseurs ont compensé en réduisant leur financement dédié aux productions canadiennes.

¹⁰ Sur une note historique, les radiodiffuseurs privés canadiens de langue anglaise dépensent davantage sur une programmation étrangère que les radiodiffuseurs de l'Australie, de l'Angleterre ou des États-Unis. Consultez « *Through the Looking Glass: A Comparison of Broadcast License Fees in Canada, Australia, the United Kingdom, and the United States* », Kirwan Cox, (mai 2004).

Au moment où notre souveraineté culturelle est minée par l'économie numérique, notre régime réglementaire s'affaiblit et la part du marché de l'éléphant croît davantage. Les revenus de radiodiffusion réglementés diminuent, les subventions de contenu canadien se contractent, la part de la souris rétrécit davantage et des budgets de production réduits deviennent la norme. En raison de budgets moins élevés, la programmation à contenu canadien est moins concurrentielle qu'elle ne devrait l'être, notamment pour la programmation anglaise.

Par conséquent, et en règle générale, les téléspectateurs considèrent les émissions à contenu canadien comme étant des émissions « bon marché » ou de « deuxième ordre » en comparaison aux émissions américaines qui sont considérablement mieux financées. Même lorsqu'une émission canadienne est populaire et obtient des critiques très positives, il arrive fréquemment que le téléspectateur canadien ne sache même pas qu'il s'agit d'une émission canadienne.

Sans un marché canadien vigoureux, les producteurs canadiens sont davantage dépendants des acheteurs américains. Ces derniers insistent sur le fait que les oeuvres canadiennes aient une allure américaine ou du moins, qu'elles n'aient aucune identification géographique. Il en résulte que le contenu canadien est moins réfléchi, moins distinct et moins « canadien » qu'il ne devrait l'être, ou du moins que ne l'escompte la Loi sur la radiodiffusion.

4. Crise au sein du marché canadien de la radiodiffusion

Le Canada traverse une crise grandissante au niveau des revenus de radiodiffusion en raison du déplacement d'argent du secteur réglementé au profit des services par contournement non réglementés. Cette crise est davantage ressentie au niveau des revenus publicitaires.

Les effets de la baisse de revenus publicitaires frappent plus durement les radiodiffuseurs traditionnels privés parce ces derniers ne puisent leurs revenus que d'une seule source, à la différence de la CBC ou des canaux spécialisés. Les recettes de la télévision traditionnelle privée ont chuté de 2,139 milliards de dollars¹¹ en 2011 à 1,757 milliard de dollars en 2015. Avec la perte de la diffusion des matchs de hockey, les recettes publicitaires de la CBC ont dégringolé de près de la moitié, passant d'un pic de 602 millions de dollars en 2014 à 349 millions de dollars en 2015. Les revenus publicitaires des canaux offrant des émissions spécialisées, des services de télévision à péage et à la carte de même que les services de vidéo sur demande, ont atteint un sommet en 2013 de 1,064 milliard de dollars et ont légèrement diminué à 1,006 milliard de dollars en 2015. Le tout se traduit par une perte combinée de plus de 650 millions de dollars en revenus publicitaires pour la télévision en 2015. Il n'y a aucun signe que cette baisse a touché le fond.

¹¹ Les estimations sont basées sur les données financières publiées par le CRTC dans ses sommaires financiers et son Rapport de surveillance de communications pour les années indiquées.

Alors que la télévision par internet (télévision IP) a fortement augmenté, le nombre des abonnements de télévision par câble et satellite est à la baisse. Les revenus totaux de la diffusion télévisuelle (émissions conventionnelles et spécialisées, services de télévision à péage, à la carte, de vidéo sur demande) ont culminé à 6,68 milliards de dollars en 2014 et ont chuté à 6,36 milliards de dollars en 2015. La croissance de la télévision IP n'est plus en mesure de compenser les autres pertes de revenus.¹²

Les EDR réduisent les dépenses de production canadienne (DPC). Sans le Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL),¹³ le soutien des EDR auprès du FMC et sans les fonds indépendants, la télévision communautaire a perdu un montant net de 38 millions de dollars atteignant un niveau de 437 millions de dollars¹⁴ en 2015.

Certains experts¹⁵ motivés par des considérations idéologiques estiment que le problème relève d'une réglementation trop lourde du marché canadien, plutôt que d'une réglementation inadéquate ou d'un conflit entre le secteur réglementé et le secteur non réglementé. Ces experts proposent l'abolition de la réglementation en grande partie. Les quotas exigés pour le contenu canadien et les mécanismes de soutien similaires disparaîtraient. Leurs propos ne tiennent aucunement compte de l'effet qu'aurait l'abolition de la réglementation sur le contenu canadien. Leur argument tient plutôt qu'une telle abolition se traduirait par un « entrepreneuriat » plus efficace et davantage de contenu populaire, sans égard à la nationalité du contenu. L'histoire des médias au Canada suggère que le résultat serait plutôt un exode de Canadiens vers Hollywood et l'effondrement de la production télévisuelle de langue anglaise. Comme le souligne¹⁶ la présidente et chef de la direction du FMC, Mme Valérie Creighton, une dérèglementation de la production entraînerait sans aucun doute la perte de contenu canadien et éliminerait la production des CLOSM.

De nombreux décideurs canadiens estiment que la solution réside dans les marchés mondiaux. Selon eux, si le marché national ne peut soutenir le contenu canadien, les producteurs canadiens devraient davantage vendre à l'étranger. Nous croyons qu'ils sous-estiment l'importance du marché national comme fondement d'un succès international. Ils sous-estiment également la part des revenus nationaux qui est dépensée sur des productions étrangères au lieu des productions canadiennes.¹⁷ Le marché le plus important à conquérir par les producteurs canadiens demeure le Canada.

12 *Rapport de surveillance de communications 2014 du CRTC, tableau 4.3.2 de 2010 à 2014 (taux moyen annuel de changement), déclin des abonnements à la télévision par câble -2.7 %, les entreprises de distribution par satellite de radiodiffusion directe ont chuté de 2.8 % et la télévision IP a augmentée de 43.6 %.*

13 *Le CRTC met un terme à son programme « Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL) ».*

14 *Sommaires financiers 2015 du CRTC, tableau des contributions des EDR 2013-2015, p. 15.*

15 *Dachis, Benjamin, et Schwanen, Daniel : « Changing the Channel on Canadian Communications Regulation », C.D.Howe (Mai 2016), et Globerman, Steven, « Technological Change and Its Implications for Regulating Canada's Television Broadcasting Sector », Fraser Institute (mai 2016). Consultez : Coyne, Andrew, « CanCon system a poor plan from the start », National Post (26 mai 2016)*

16 *Craig, Sean : « Canada Media Fund CEO fires back at CanCon critics, says it's given a 'pride of place at home' » : Financial Post (2 juin 2016). Consultez : Taylor, Kate, « Broadcasting the Future, one think tank at a time », Globe & Mail (28 mai 2016)*

17 *Le président du CRTC, M. Konrad von Finckenstein propose que les dépenses des radiodiffuseurs s'élèvent au moins à 50 % de leurs dépenses de programmation sur du contenu canadien. Les EDR indiquent que la proposition est impraticable et l'idée n'a pas eu suite.*

5. Ralentissement du déclin de la production anglaise au Québec

Comme on peut le constater au tableau B, l'industrie de la production de langue anglaise au Québec est la seule au Canada qui soit en déclin constant, chutant de 22 % depuis qu'elle a atteint le sommet de sa production de 306 millions de dollars en 1999. La production en langue anglaise au Québec a touché le fonds à 165 millions de dollars en 2011-2012. Depuis ce temps, elle a rebondi à 229 millions de dollars en 2013-2014, chutant de nouveau à 173 millions de dollars en 2014-2015.

Afin de mieux comprendre cette volatilité, nous devons répartir les productions ces CLOSM en trois composantes : la télévision FMC, la télévision sans FMC et les oeuvres cinématographiques.

La production de langue anglaise au Québec n'est pas insensible aux tendances plus larges et elle a été durement frappée par la crise de financement national au volet de la télévision. Les effets de la crise varient énormément selon si la production télévisuelle est subventionnée par le FMC ou non.

Globalement, le volume de la production télévisuelle en langue anglaise au Québec a chuté d'un récent sommet de 154 millions de dollars en 2010-2011 à 101 millions de dollars en 2014-2015¹⁸. La baisse est en grande partie attribuable aux productions non subventionnées par le FMC, lesquelles sont en décroissance continue partant de 86 millions de dollars en 2012-2013 à 57 millions de dollars en 2014-2015.¹⁹

Un point positif est le succès des productions subventionnées par le FMC. La production télévisuelle financée par le FMC a augmenté de 40 millions de dollars à 45 millions de dollars au cours des trois dernières années. La raison de cette croissance est la combinaison du programme AMI et des quotas attribués aux CLOSM par le CRTC (6 % pour la CBC et 3 % pour Rogers). Actuellement en 2016, il y a sept séries dramatiques CLOSM en production. Il y a 6 ans, le nombre était de zéro. Cinq de ces productions sont des projets bénéficiant du programme AMI et tous sont subventionnés par le FMC.²⁰

Les oeuvres cinématographiques québécoises de langue anglaise constituent la troisième composante de notre triade qui, de surcroît, est la moins règlementée et la plus imprévisible de toutes. La production d'oeuvres cinématographiques²¹ a atteint un sommet de 132 millions de dollars en 2009-2010 et a touché le fond à 20 \$ million en 2010-2011; une perte de 112 millions de dollars en un an. Cette perte fut suivie par une hausse graduelle sur 3 ans atteignant ainsi 107 millions de dollars en 2013-2014. La production d'oeuvres cinématographiques subit une autre perte subite de 37 millions de dollars et recule ainsi à 70 millions de dollars en 2014-2015.

18 Voir tableau E

19 Voir Tableau N

20 « *Mohawk Girls* » 19-2, *This Life*, *21 Thunder*, *The Disappearance*, *Bellevue*, *Bad Blood*.

21 Les films de longs métrages de langue anglaise qui ont eu recours au crédit d'impôt fédéral et qui sont fréquemment des coproductions internationales. Ces longs métrages ne représentent pas les services de production étrangers indiqués dans les tableaux H et I.

Nous devons garder à l'esprit que ces trois composantes vont du secteur le plus réglementé (télévision subventionnée par le FMC) au moins réglementé (oeuvres cinématographiques). Nous pouvons donc constater que les productions des CLOSM semblent pouvoir gagner du terrain uniquement là où existe un régime réglementé robuste. Sans un tel régime, on note un déclin constant (tel que dans la télévision non subventionnée par le FMC) ou une folle imprévisibilité (comme dans les oeuvres cinématographiques).

6. Le Fonds des médias du Canada et la production de langue anglaise au Québec

Au fil du temps, le FMC a observé une concentration constante de la production télévisuelle de langue anglaise en Ontario²². Toronto a augmenté de 40 à 60 % environ de la production anglaise subventionnée par le FMC. Dans la décennie entre 2004-2005 et 2014-2015, l'aide financière octroyée par le FCM aux productions établies à Toronto a augmenté de plus de 50 % alors que celle accordée au Québec de langue anglaise a diminué de 41 %, les montants accordés à la Colombie-Britannique demeurant inchangés et les autres régions ayant perdu 14 %.

Afin de faire face au recul important du financement octroyé par le FMC à la production télévisuelle anglaise au Québec, le FMC a créé le programme AMI en 2013-2014 en accordant un montant initial de 3 millions de dollars dans le programme. Cette mesure remplaçait la part québécoise, toujours imprévisible, du English Production Incentive (EPI) du CMF. Depuis sa création et afin de répondre à une demande grandissante, le FMC a augmenté de 500 000 \$ par année le montant du financement accordé par le programme AMI.

Le programme AMI est un franc succès. Même à 4.5 millions de dollars en 2016-2017, la totalité de ce montant a été accordée en quinze jours seulement permettant ainsi la production de cinq séries dramatiques. Nous estimons que la mise sur pied du programme est en grande partie responsable de l'arrêt du déclin de la production télévisuelle des CLOSM au Québec.

Le financement aux CLOSM a varié de 8 à 13 millions de dollars dans l'espace de cinq ans jusqu'en 2014-2015, une variation de 4.1 % à 7.1 % de l'enveloppe du FMC réservée à la production de langue anglaise. Le financement pour la production de langue française des CLOSM a varié de 10 à 12 millions de dollars, soit de 10.1 % à 12.4 % de l'enveloppe attribuée aux productions de langue française. Le financement pour les productions françaises est relativement plus élevé en raison des directives émises par Patrimoine Canada au FMC. Ces directives prévoient que les productions des CLOSM de langue française doivent recevoir au moins 10 % de l'enveloppe de production de langue française. Aucun pourcentage minimal n'existe pour les productions des CLOSM de langue anglaise.

22 Consultez les notes aux tableaux N, O, P, Q, et R.

23 Consultez le tableau H.

7. Services de production étrangère

En 2014-2015, les services de production étrangère ont atteint un niveau sans précédent de 2,6 milliards de dollars au Canada, la Colombie-Britannique ayant vu sa production augmentée de 600 millions de dollars pour atteindre 1,7 milliard de production étrangère, ce qui équivaut à 64 % de toutes les productions étrangères au Canada.²³

Le ministre des Finances de la Colombie-Britannique, M. Mike De Jong a annoncé récemment qu'en raison de la faiblesse du huard, les productions étrangères ont explosé. En conséquence, le coût du crédit d'impôt provincial a presque doublé, passant de 255 millions de dollars en 2010 à 491 millions de dollars en 2015-2016. Avec la collaboration des producteurs de la Colombie-Britannique, le gouvernement de la province a réagi en coupant son crédit d'impôt accordé à la production cinématographique, de 33 % à 28 % de la main-d'œuvre admissible.²⁴ Ce gouvernement espère ainsi maintenir ses dépenses de crédits d'impôt sous la barre des 400 millions de dollars.

Les services de production étrangère au Québec atteignent 275 millions de dollars selon un rapport, ou 313 millions de dollars selon un autre.²⁵ L'Ontario atteint également un nouveau sommet qui se chiffre à 545 millions de dollars. À l'extérieur de la Colombie-Britannique, du Québec et de l'Ontario, d'autres régions ont subi, l'année dernière, une baisse moyenne dans la production étrangère. La Saskatchewan et la Nouvelle-Écosse ont décidé de se retirer du programme de crédit d'impôt et appuient maintenant des productions locales par le biais de subventions.

8. Genres

La production d'œuvres dramatiques de langue anglaise (productions télévisuelles et oeuvres cinématographiques) a augmenté de 36 % depuis 1996. Au cours de chacune des dernières quatre années, la production d'œuvres de nature dramatique a atteint le seuil du 1 milliard de dollars. Environ 55 % (610 millions de dollars) des productions se produisent en Ontario, 20 % en Colombie-Britannique et 12 % au Québec.²⁶

Au cours de la même période, la production d'œuvres dramatiques en langue anglaise au Québec a chuté de 33 % tandis que d'autres régions ont observé une augmentation de la production dramatique en langue anglaise. Ainsi, les hausses de la production dramatique à Toronto et à Vancouver l'ont été au détriment de Montréal plus que toute autre région.

24 Bailey, Ian : « B.C. to cut film, TV tax credit after consulting with industry », *Globe and Mail* (2 mai 2016).

25 Estimations prévues : Nordicity 275 \$ millions, BCTQ 297 \$ millions (anglais) et 16 \$ millions (français) pour les services de production étrangers en 2014-2015. Consultez les tableaux H et I.

26 Consultez le tableau J.

Comme nous l'avons souligné plus haut, il existe une différence dans la production d'œuvres dramatiques de langue anglaise au Québec. Les oeuvres cinématographiques sont volatiles. Les productions télévisuelles non subventionnées par le Fonds des médias du Canada régressent. Quel pourcentage de cette télévisuelle est de nature dramatique? Nous ne le savons pas. Les tableaux à ce volet ne sont pas à jour. Ils ne démontrent pas l'incroyable croissance au Québec de la production dramatique de langue anglaise financée par le FMC. En 2011-2012, il n'existait aucune série dramatique. En 2016-2017, avec un budget total de 80 millions de dollars, sept séries ont été produites. Les statistiques 2014-2015 tiennent compte uniquement d'une partie de cette hausse.

En 2008, les documentaires²⁷ de langue anglaise ont atteint un sommet de productions s'établissant à 293 millions de dollars à l'échelle nationale. Depuis ce temps, le nombre de documentaires réalisés a, en général, diminué, touchant le fond à 160 millions de dollars en 2014-2015. Les documentaires sont le genre qui semble être davantage touché par la décision du CRTC d'abandonner ses mesures de protection relatives aux genres de production.

Sur le long terme, les documentaires se sont avérés un point positif pour la production de langue anglaise au Québec. Leur volume de production a augmenté de 191 % sur l'ensemble des dix-neuf dernières années.

Au cours des quatre dernières années, malheureusement le volume de la production de documentaires CLOSM a baissé de 57 % régressant de 49 millions de dollars à 21 millions de dollars. Sa part de production, à l'échelle nationale, a chuté de 19 % à 13 %. La part de production de documentaires de l'Ontario à l'échelle nationale a, quant à elle, remonté à 60 %.

Les émissions d'animation²⁸ de langue anglaise au Québec ont connu des hauts et des bas. Ce genre a traversé une année désastreuse en 2013-2014, passant de 31 millions de dollars à 6 millions de dollars. En 2014-2015, la production d'émissions d'animation a repris du terrain atteignant un total de 17 millions de dollars. Dans l'ensemble, la production d'émissions d'animation de langue anglaise au Québec a chuté de 44 % et leur production s'est dirigée vers Toronto qui a vu son volume de production d'animation accroître de 85 %.

27 *Consultez le tableau K.*

28 *Consultez le tableau L.*

9. Conclusion

Dans un premier temps, soulignons une évidence dans les tableaux joints à ce rapport.

Tout d'abord, la production indépendante de langue anglaise au Québec est seule à avoir perdu de son volume, soit une baisse de 22 % depuis un sommet de production de 306 millions de dollars en 1999-2000.²⁹ Non seulement ce fait démontre la vulnérabilité des CLOSM, mais pose un défi important pour les organismes fédéraux chargés de faire respecter le paragraphe 41 de la Loi sur les langues officielles.

Malgré une imprévisibilité persistante, nous croyons que la baisse globale de la production de langue anglaise des CLOSM a été stabilisée au-dessus du nadir atteint de 165 millions de dollars en 2011-2012. Ce maintien est dû à une augmentation constante du financement dans les productions télévisuelles financées par le FMC.

La programmation financée par le FMC tire profit de l'augmentation annuelle du programme AMI depuis sa création, en plus des avantages tangibles de Bell (qui seront bientôt éliminés), et des quotas établis par le CRTC visant la programmation des CLOSM diffusée sur la CBC et sur Rogers. Par ailleurs, la production télévisuelle non financée par le FMC poursuit son déclin. La production d'oeuvres cinématographiques est très volatile, parfois gagnant ou perdant 100 millions de dollars (!) en une seule année.

Deuxièmement, chaque métropole continue de se spécialiser selon les avantages environnementaux ou politiques dont bénéficie la production. Les productions étrangères et les services de production se concentrent à Vancouver parce que cette ville est la plus proche de Los Angeles.³⁰ Le jumelage de l'infrastructure de production locale et le généreux crédit d'impôt autrefois offert par la Colombie-Britannique ont fait que la production télévisuelle nationale s'est également développée. Cette province détient environ 20 % de la production nationale de langue anglaise.

Environ 60 % de la production nationale de langue anglaise, plus particulièrement la production de télévision dramatique, s'effectue à Toronto. C'est dans cette ville que l'on retrouve les diffuseurs et le plus grand bassin de talents.

La production de langue française à Montréal demeure en bonne santé en raison de la barrière de la langue et d'un soutien financier bien établi du gouvernement provincial. Les productions de langue française des CLOSM hors Québec demeurent stables grâce aux politiques du gouvernement fédéral.

²⁹ En éliminant les effets de l'inflation, les productions des CLOSM ont chuté davantage. Dans l'ensemble, les productions indépendantes de langue anglaise au Canada ont réellement augmenté par seulement 30 %, en calculant en dollar constant, et non + 77% en calculant en dollar courant. En dollar constant, l'Ontario a augmenté de plus de 63 %, les Prairies plus de 46 % et la Colombie-Britannique plus de 56 %. L'Atlantique est demeuré stable, accusant une perte de seulement 2 %. Le Québec rejoint les rangs avec une perte de 41 %. Consultez le tableau M.

³⁰ Consultez le tableau H pour la répartition des productions étrangères à travers le pays. La Colombie-Britannique a connu un saut sans précédent de 600 \$ millions en un an au volet des services de production étrangers (2014-2015).

La production de langue anglaise au Québec ne bénéficie d'aucun avantage « naturel ». Au cours des 15 dernières années ou plus, cette production a chuté de plus de 20 % à environ 10 % de la totalité de la production de langue anglaise. La production provinciale de langue anglaise est désavantagée par le crédit d'impôt à deux niveaux et par d'autres politiques provinciales qui viennent appuyer davantage les productions francophones.

Troisièmement, des politiques fédérales assureront la survie de l'industrie des CLOSM de langue anglaise et l'industrie ne pourra gagner du terrain qu'avec un système réglementé. Récemment, le CRTC a agi pour réduire ou retirer de telles réglementations. La diminution du quota pour le contenu canadien demeure une inquiétude particulière.

Nous avons observé le succès des politiques fédérales au sein des secteurs financés par le FMC. Sans l'appui explicite de la part du gouvernement fédéral pour des secteurs tels que la production d'oeuvres cinématographiques ou la production télévisuelle de projets non financés par le FMC, la stabilité des CLOSM est inexistante et sur le long terme leur croissance deviendrait faible ou nulle.

Enfin et surtout, la révolution numérique perturbe le système de la radiodiffusion analogique et de l'industrie télévisuelle réglementée. Les revenus de la radiodiffusion sont en déclin, et le financement du contenu canadien est actuellement et sérieusement ralenti. La production des CLOSM démontre qu'elle est particulièrement vulnérable à cette perturbation. Ce rapport confirme que les réglementations entourant tout le marché de radiodiffusion au Canada demeurent essentielles à la survie des CLOSM.

Tous les radiodiffuseurs et distributeurs conduisant des affaires au Canada doivent avoir l'obligation de remplir les objectifs de la Loi sur la radiodiffusion et ceux de la Loi sur les langues officielles. Cette obligation doit aussi s'appliquer aux diffuseurs de services par contournement non réglementés, ou exemptés. Que ce soit des services numériques ou analogiques, toute personne qui perçoit des revenus provenant du marché canadien, doit remettre de l'argent dans le marché, et ce, en finançant le contenu canadien.

Notes aux tableaux



Production intérieure

Tableau A – Production intérieure, par région dans toutes les langues

En combinant toutes les langues, le Québec affiche un pourcentage positif de croissance de plus de 50 % au cours des dix-neuf dernières années, et ce, en raison de la production de langue française. Hors Québec, l'industrie s'est développée plus rapidement et la part totale du Québec à l'égard de l'industrie de la production canadienne a chuté d'un sommet de 40 % en 1997-1998 à 30 % en 2011-2012. En 2014-2015, la production francophone affiche une augmentation et le Québec remonte alors à 33 % du volume national; demeurant quand même en deçà de son sommet historique, ce qui s'explique par le déclin de la production anglophone.

Contrairement au Québec, les autres régions reflètent la tendance croissante de la production de langue anglaise. La Colombie-Britannique arrive au premier rang avec une augmentation dans sa production intérieure de plus de 109 %, l'Ontario affiche plus de 85 % et les Prairies plus de 104 %. En combinant toutes les langues, l'Ontario détient 46 % du total de la production nationale. La Colombie-Britannique affiche environ 16 %, les Prairies 4 % et l'Atlantique se situe à son niveau le plus bas jamais enregistré, soit de 2 %.

Tableau B – Production intérieure de langue anglaise, par région

Les données inscrites au tableau B constituent un indice important de la situation de la production des CLOSM. La répartition par langue démontre que le Québec de langue anglaise est la seule région à perdre du volume (-22%) au cours des dix-neuf dernières années. L'Ontario est au premier rang par plus de 199 %, suivi de la Colombie-Britannique (+109 %), les Prairies (+98 %), Atlantique (+30%) et le Québec (-22 %).

En observant la production de langue anglaise par région, on peut voir que l'Ontario se situe à environ 60 % du total national. La Colombie-Britannique détient 21 % de la production intérieure de langue anglaise. Les Prairies et l'Atlantique détiennent 10 % globalement.

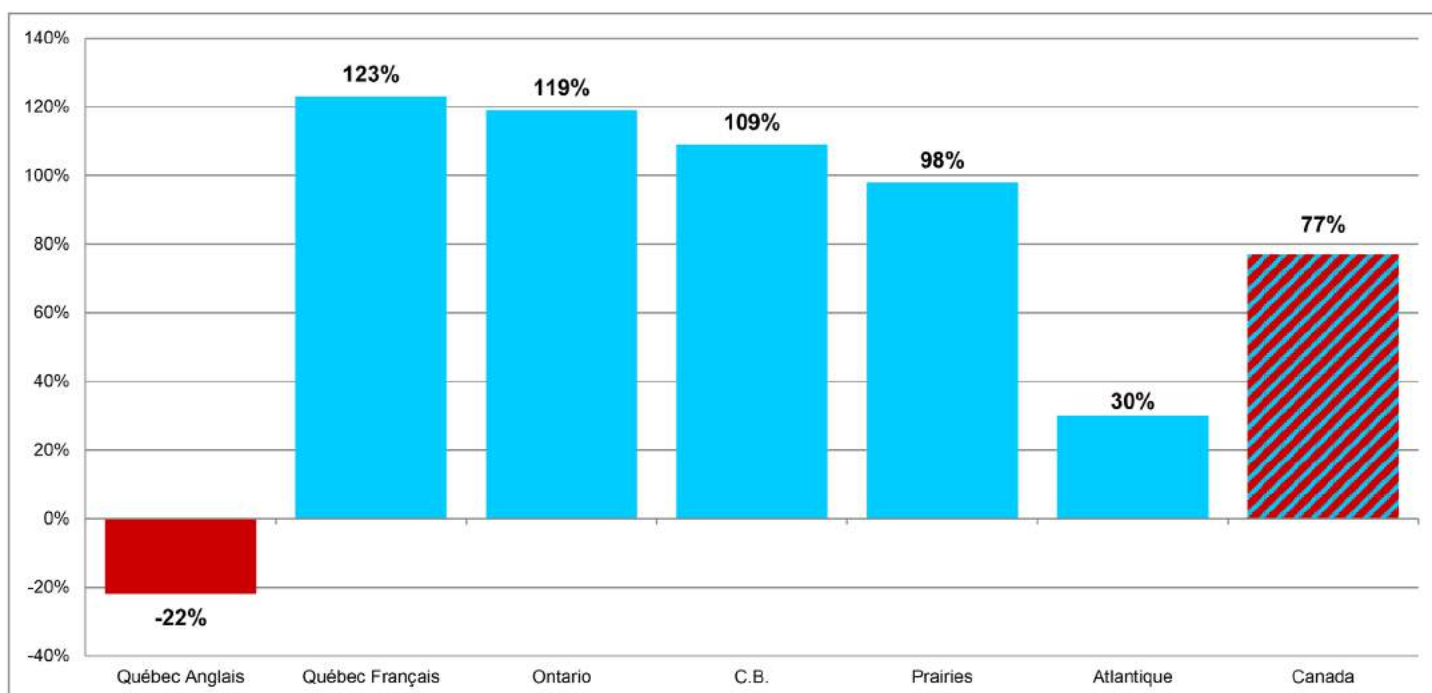
Quant au Québec, sa part de production de langue anglaise, sur le total national, a coupé de moitié, partant de 23 % à la première année indiquée dans le tableau à une part moyenne de 11 % au cours des dernières années. La part de la production en langue anglaise des CLOSM a touché le fond à 8 % en 2011-2012 et depuis ce temps, a augmenté à 10 % ou plus.

Tableau C – Production intérieure de langue française, par région

Après un déclin de deux ans, la production francophone a atteint un point culminant de 644 millions de dollars en 2014-2015. La production de langue française continue à montrer une croissance saine et constante.

En raison de la mise en place de politiques fédérales, la production francophone hors Québec s'est développée à un rythme effréné, soit de plus de 520 % au cours de dix-neuf ans. Toutefois, cette croissance a plafonné à environ 5 % de la production francophone totale. Le pic de la production a atteint 37 millions de dollars en 2012-2013, mais depuis, accuse un repli à 28 millions de dollars en 2014-2015.

GRAPHIQUE 1 Production anglophone et francophone par région
Pourcentage de changement
1996-1997 à 2015-2016



Sources : tableaux B et C

Tableau D – Production intérieure au Québec, par langue

La production québécoise totale ayant atteint 40 % de la production totale canadienne en 1996 a chuté à 33 % en 2014-2015. La raison est le déclin de la production de langue anglaise au Québec laquelle passait d'une moyenne de 253 millions de dollars (18 % du total canadien) vers la fin des années 90 à une moyenne de 194 millions de dollars au cours des trois dernières années (8 % du total canadien). La production de langue française est demeurée relativement constante à 25 % du total canadien.

Au Québec, la production de langue anglaise a chuté de 22 % et la production de langue française a progressé de 123 % depuis 1996. La croissance moyenne totale au Québec affiche plus de 53 %.

Tableau E – Production télévisuelle et cinématographique de langue anglaise au Québec

La production télévisuelle de langue anglaise au Québec compte habituellement pour 75 % de la production anglophone au Québec, et le reste, soit 25% correspond à la production cinématographique. Au cours des cinq dernières années, la production télévisuelle a subi une diminution, partant de 154 millions de dollars à 102 millions de dollars. Simultanément, la production cinématographique a grimpé de 20 millions de dollars à 107 millions de dollars et s'est stabilisée à 70 millions de dollars en 2014-2015, représentant ainsi 40 % de la production anglophone au Québec, en grande partie en raison des coproductions internationales.³¹

Sans la mise en place de contrôles règlementaires, la production cinématographique des CLOSM est imprévisible. Le déclin de la production télévisuelle en 2014-2015 peut être liée à la crise nationale du financement laquelle semble toucher la production télévisuelle non financée par le FMC plus qu'elle ne touche la production télévisuelle subventionnée par le FMC.

Tableau F – Financement public et privé d'oeuvres cinématographiques au Québec, par langue

Au cours des six dernières années, les films de langue anglaise au Québec affichent une moyenne de 69 millions de dollars, soit 41 % du total de la production cinématographique québécoise. Les films de langue française affichent une moyenne de 98 millions de dollars, soit 59 %. L'écart entre les deux vient de l'importance qu'accorde le marché québécois pour les films francophones et de la stabilité de leur production annuelle. Du côté anglophone, les marchés étrangers sont plus importants et la production varie d'une année à l'autre.

Dans ce tableau, nous pouvons observer l'importance du financement étranger pour les œuvres cinématographiques de langue anglaise. Le financement étranger a monté en flèche en 2009-2010 (41 millions de dollars), soit 33 % des budgets totaux (124 millions de dollars). Le financement étranger a de nouveau monté en flèche en 2013-2014 (50 millions de dollars), soit 47% des budgets totaux (112 millions de dollars). La majorité de ce financement étranger s'adressait aux coproductions étrangères, lesquelles avaient également augmenté au cours de ces années. En 2011-2012, le financement étranger s'était écroulé au moment où la production cinématographique avait chuté à 20 millions de dollars.

Sans le même accès aux marchés internationaux et au financement étranger, la production cinématographique de langue française dépend, quant à elle, beaucoup plus sur du financement public. Au cours des six dernières années le financement public a fourni entre 41 % et 61 % des budgets pour la production de langue anglaise. De son côté, la production de langue française obtient entre 71 % et 84 % de son financement de deniers publics.

Malheureusement, le financement provenant des radiodiffuseurs canadiens (publics et privés) est négligeable en ce qui a trait au financement des oeuvres cinématographiques de langue anglaise ou française.

31 *Tableau E commence à l'année 2001 et la plupart des autres tableaux commencent en 1996.*

Tableau G – Financement public et privé de productions télévisuelles au Québec, par langue

Les émissions de télévision en anglais produites au Québec ont atteint, au cours des six dernières années, une moyenne de 129 millions de dollars, soit 20 % du volume total de la télévision au Québec. La télévision francophone se chiffre à environ 501 millions de dollars ou 80 % du volume total.

Nous pouvons observer que les émissions de télévision de langue anglaise au Québec ont bénéficié d'un financement public accru durant les six dernières années passant de 30 % à 46 % de l'ensemble des budgets. Nous croyons que cette augmentation provient de la baisse des productions télévisuelles non financées par le FMC et l'augmentation des émissions financées par le FMC au cours de cette même période. La télévision francophone au Québec dépend beaucoup plus sur le financement public ; 66 % de leurs budgets proviennent de sources de financement publiques. Ce pourcentage est demeuré constant au cours des six dernières années.

Bien que le financement privé global destiné à la télévision anglophone ait chuté, les radiodiffuseurs du secteur privé ont, de leur côté, majoré leur financement. Les productions télévisuelles des CLOSM ont atteint une moyenne de financement de 14 % provenant de radiodiffuseurs privés comparativement à seulement 5 % de financement provenant des radiodiffuseurs publics, ce qui semble démontrer l'importance qu'accordent les radiodiffuseurs privés aux productions télévisuelles financées par le FMC. Ce pourcentage de 5 % soulève aussi des questions quant au financement accordé par la CBC aux productions des CLOSM au Québec, du moins, au cours des six dernières années.

La télévision francophone obtient une plus grande partie de leurs budgets des radiodiffuseurs, soit 22 % des radiodiffuseurs du secteur public et 26 % des radiodiffuseurs privés.

Production étrangère

Tableau H – Production étrangère et services de production étrangère, par région

Depuis 1997, les services de production étrangère ont augmenté de 80 % au Canada. La croissance en Colombie-Britannique a été spectaculaire et a atteint plus de 150 %. L'Ontario a augmenté de 37 %, le Québec + 17 % et les autres régions ont baissé de 6 %.³²

Nous pouvons observer les effets de la faiblesse du taux de change du dollar canadien avec l'accroissement soudain de la production étrangère qui a passé de 1.8 milliard de dollars en 2013-14 à 2.6 milliards de dollars en 2014-15. La Colombie-Britannique a reçu la quasi-totalité de cette augmentation de 700 millions de dollars. Vancouver affiche en moyenne plus de 60 % des services de production étrangère au Canada.

³² Les chiffres au tableau H (services de production étrangers) proviennent des données de Profile et ne correspondent pas aux données du BCTQ pour le Québec indiquées au tableau I.

Au cours de la décennie précédente, les services de production au Québec étaient volatiles, sautant souvent de 75 à 100 millions de dollars en une année. En raison de cette concentration en Colombie-Britannique les services de production étrangère ont chuté au Québec de 16 % à 10 % du total national. L'Ontario a chuté d'une moyenne de 30 à 23 % du total canadien.

Tableau I – Production étrangère et intérieure au Québec, par langue

Au cours de dix-huit ans, la production étrangère de langue anglaise au Québec s'est accrue en moyenne de 41 % alors que la production d'œuvres locales a diminué de 31 %³³. La production anglophone étrangère a ainsi atteint en moyenne 234 millions de dollars au cours des cinq dernières années et elle s'avère actuellement plus importante que la production québécoise de langue anglaise, laquelle a atteint une moyenne de 184 millions de dollars par année.

Nous pouvons également voir que la production étrangère de langue française a augmenté au cours des quatre dernières années, passant de zéro à une moyenne d'environ 24 millions de dollars par année. Le taux de change vient possiblement motiver la production francophone étrangère.

En regroupant l'ensemble de la production (étrangère et intérieure dans les deux langues), le volume total au Québec a généré environ 1 milliard de dollars par année au cours des six dernières années. L'industrie de production de langue anglaise (étrangère et intérieure) compte pour environ 40 % de ce total québécois.

Genres

Tableau J – Oeuvres de fiction de langue anglaise à l'échelle nationale, par région

La fiction constitue un moteur important de l'industrie de production de contenu canadien, tant au volet télévisuel que cinématographique. Les œuvres canadiennes de contenu canadien ont atteint 1 milliard de dollars par année à chacune des dernières quatre années : une augmentation de 36 % depuis 1996.

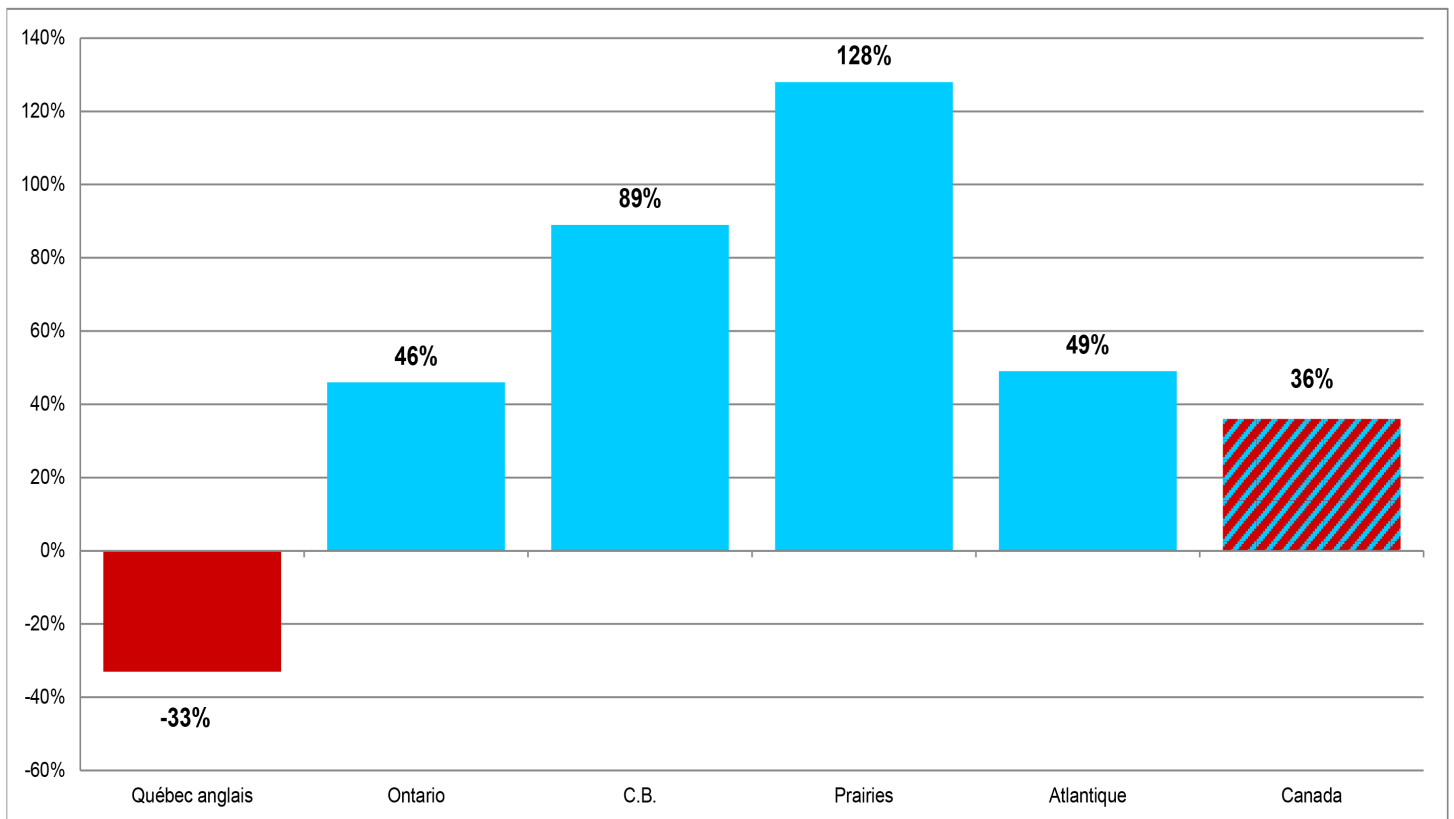
L'Ontario est désormais le centre de la production d'œuvres dramatiques de langue anglaise au Canada affichant une augmentation de plus de 46 % de son volume de production depuis 1996. En 2011-2012, l'Ontario a atteint un sommet de 725 millions de dollars ou 67 % de la totalité de la production d'œuvres dramatiques canadiennes. Depuis, elle a perdu du terrain et affiche en 2014-2015 un volume de 610 millions de dollars.

³³ Notez que les tableaux H et I commencent à l'année 1997 et la plupart des autres tableaux commencent en 1996, ce qui modifie le pourcentage de changement.

Depuis 1996, le Québec est la seule région anglophone à avoir perdu du volume par rapport à la production d'œuvres dramatiques canadiennes. La perte de 33 % a eu des effets considérables sur l'industrie de la production de langue anglaise dans son ensemble, et notamment, l'exode de talents vers Toronto et autres villes de production. Toutefois, après avoir atteint un nadir de 63 millions de dollars en 2011-2012, ou seulement 6 % de la production nationale globale, sa production a plus que doublé, atteignant 156 millions de dollars, soit 15 % de la production totale intérieure, surtout en raison des œuvres cinématographiques. Cependant, au moment où la bulle des coproductions d'œuvres cinématographiques a éclaté, les productions des CLOSM ont rechuté à 117 millions de dollars (11 %).

Sur le court terme, d'autres régions anglophones maintiennent leur niveau de productions d'œuvres dramatiques et affichent une croissance sur le long terme, contrairement aux productions de langue anglaise au Québec.

Graphique 2 Oeuvres de fiction de langue anglaise par région à l'échelle nationale 1996-1997 à 2014-2015 (en millions de dollars)



Source : tableau J

Tableau K - Documentaires de langue anglaise à l'échelle nationale, par région

Pour plus de dix-neuf ans, le secteur de la production de documentaires à travers le pays présentait une solide croissance atteignant plus de 111 %. Toutefois, cette croissance, étalée sur un grand nombre d'années, cache une baisse récente dans la production de documentaires, et ce, après avoir atteint un sommet de 293 millions de dollars en 2008-2009. À la suite d'une baisse constante de 45 % de la production de documentaires, cette dernière a atteint 160 millions de dollars en 2014-2015.

L'Ontario avait atteint un record de 186 millions de dollars en 2008-2009 et représentait, à cette période-là, 64 % de la production totale canadienne de documentaires, mais elle a subi une perte graduelle au cours des sept dernières années. En 2014-2015, la production ontarienne affichait 96 millions de dollars. Toutefois, en considérant les pertes à l'échelle nationale, ces 96 millions de dollars représentaient toujours 60 % de la production totale.

Contrairement à d'autres genres, la production de documentaires est demeurée un atout très positif au niveau de la production de langue anglaise au Québec durant ces dix-neuf années. La production de documentaires s'est développée au Québec et elle a atteint, sur le long terme, un pourcentage d'augmentation impressionnant de +191 %.

Or, l'histoire diffère sur le court terme. Du sommet de sa production au cours de l'année 2006-2007 (\$65 millions), les documentaires de langue anglaise produits au Québec n'atteignaient que 23 millions de dollars en 2010-2011, ce qui représente seulement 11 % de la production anglophone canadienne dans son ensemble. Depuis cette baisse, la production a rebondi à 39 millions de dollars en 2013-2014 pour ensuite chuter de nouveau en 2014-2015 à 23 millions de dollars, soit 13 % de la totalité de la production canadienne de documentaires.

Tableau L – Oeuvres d'animation à l'échelle nationale, par région et par langue

Le volume de la production d'oeuvres d'animation à l'échelle nationale a augmenté de 25 %. L'Ontario continue à produire la majorité des œuvres d'animation au Canada, atteignant souvent 60 % de la production totale canadienne.

Cependant, au Québec la production de ce genre, combinant la production de langue anglaise et française, a chuté de 41 %. Le volume des œuvres d'animation de langue anglaise démontre une volatilité passant de 29 millions de dollars à 8 millions de dollars et jusqu'à 17 millions de dollars en 2014-15. Au cours des cinq dernières années, le nombre de productions d'œuvres d'animation des CLOSM a été limité à moins de trois projets par année. C'est la raison pour laquelle les numéros des projets indiqués dans le tableau sont remplacés par « s/o » (sans objet).

Inflation

Tableau M – Production nationale de langue anglaise, par région, en dollar constant

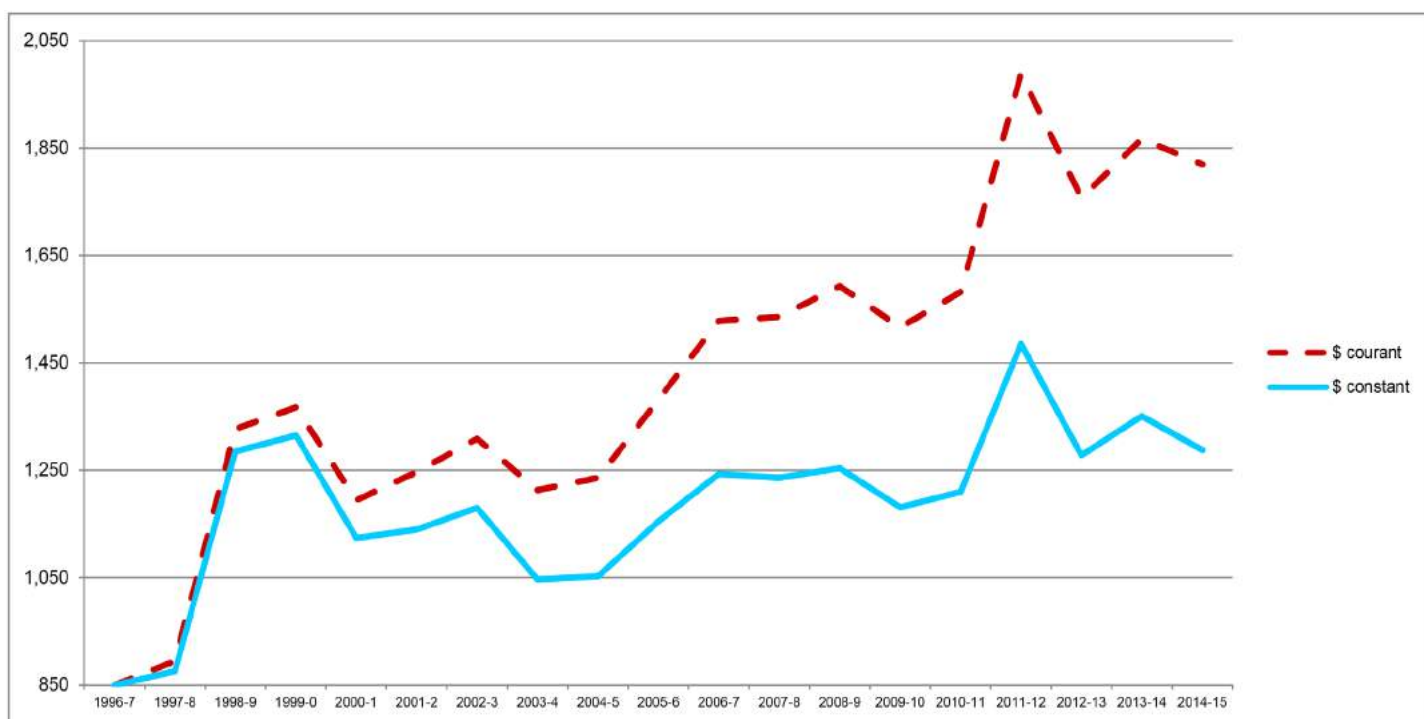
En éliminant le taux d'inflation dans les statistiques, nous pouvons observer un univers totalement différent ; non pas de croissance, mais bien de stagnation. La production totale canadienne de langue anglaise a augmenté de 30 % (dollar constant) et non de 77 % (dollar courant). Toutefois, en ignorant les deux premières années indiquées dans ce tableau et en commençant en 1998-1999, la croissance moyenne réelle est de seulement 5 % et non de 30 %.

Au cours des dix-sept dernières années, il n'y a eu pratiquement aucune véritable croissance.

La production de langue anglaise au Québec demeure la seule région ayant subi une perte de production, que ce soit en dollar constant (-41 %) ou courant (-22 %). En dollar constant, la production a atteint un maximum de 294 millions de dollars en 1998 et 1999. En 2014-2015, la production de langue anglaise a chuté à 122 millions de dollars.

L'Ontario affiche une moyenne d'augmentation de volume de 63 %, la Colombie-Britannique + 56 %, les Prairies + 46 %. L'Atlantique est à la baisse de 2 % suivie par le Québec (-41 %).

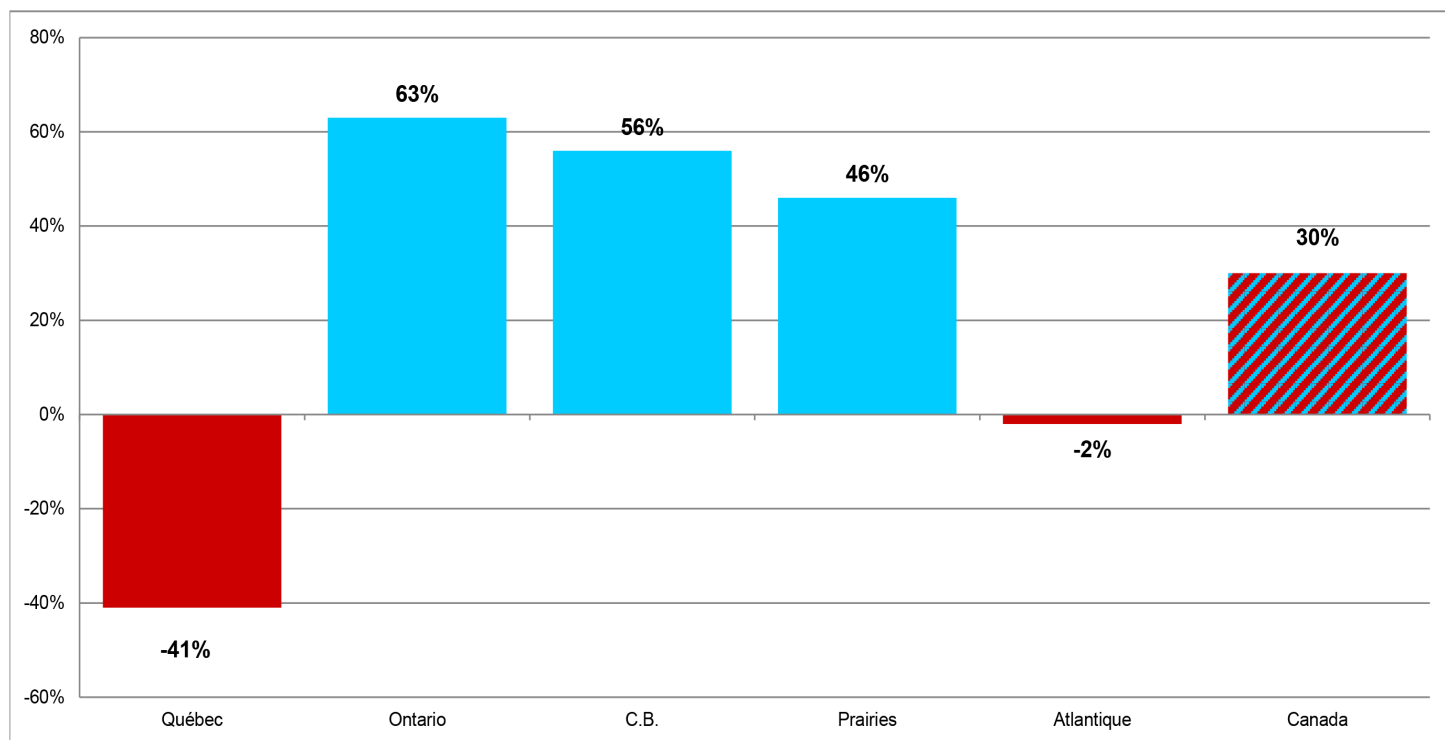
Graphique 3 Effets de l'inflation sur la production de langue anglaise à l'échelle nationale 1996-1997 à 2014-2015
Dollar courant par opposition au dollar constant
(en million de dollars)



Source : tableau M

Graphique 4

**Effets de l'inflation sur la production
de langue anglaise à l'échelle régionale
1996-1997 à 2013-14**



Source : tableau M

FONDS DES MÉDIAS DU CANADA

Tableau N – Télévision de langue anglaise - production financée et celle non financé par le FMC

Le financement accordé par le FMC est d'importance vitale à la production télévisuelle de langue anglaise haut de gamme, notamment pour les dramatiques et les documentaires (ÉIN ou émissions d'intérêt national). Madame Corrie Coe, vice-présidente principale chez Bell Média a souligné lors d'une réunion avec les producteurs des CLOSM du Québec³⁴, que le programme AMI a été un élément essentiel à l'engagement de Bell Média dans les émissions produites par les CLOSM.

Près de la moitié du volume de la production télévisuelle de langue anglaise au Québec est financée par le FMC.

³⁴ Rencontre du Conseil québécois de la production de langue anglaise avec Bell, le 27 juin 2016.

La production de langue anglaise au Québec a vu sa production télévisuelle non financée par le FMC accuser une baisse de 86 millions de dollars à 57 millions de dollars au cours des trois dernières années. La production télévisuelle financée par le FMC a légèrement augmenté de 40 millions de dollars à 45 millions de dollars. Cette situation a tempéré l'ensemble de la baisse de la production télévisuelle, mais le volume de la production a tout de même chuté de 126 millions de dollars à 102 millions de dollars.

En Ontario, la production télévisuelle non financée par le FMC a augmenté de 32 % à 37 % de la production globale canadienne alors que celle financée par le FMC est demeurée la même à 28 %. La production télévisuelle ontarienne est passée de 885 millions de dollars à 988 millions de dollars, ou 63 % du total canadien.

D'autres régions anglophones dépendent davantage sur le financement du FMC que l'Ontario ou le Québec. La moyenne de leur volume se situe à 31 % de l'ensemble canadien dont plus de la moitié (17 %) était financée par le FMC.

Tableau O – Télévision de langue française – production financée et non financée par le FMC

La télévision en langue française compte beaucoup sur le financement du FMC. Le FMC fournit son appui financier à environ 66 % de l'ensemble de la télévision francophone comparativement à 47 % pour la télévision anglophone. Néanmoins, la production télévisuelle non financée par le FMC a enregistré une croissance de 31 % à 37 % de l'ensemble de la télévision francophone.

La production des CLOSM de langue française est presque totalement dépendante du financement du FMC, lequel financement connaît cependant une diminution. Au cours des trois dernières années, la production télévisuelle financée par le FMC a diminué de 34 millions de dollars à 22 millions de dollars.

Tableau P – Fonds des médias du Canada, par principaux centres de production de langue anglaise

Au cours des dix-neuf dernières années, le FMC affiche une forte tendance à concentrer la production anglaise à Toronto. Cette production a plus que doublé la part ontarienne du budget global du FCM partant de 36 % (59 millions de dollars) en 2002-2003 à un pic de 64 % (128 millions de dollars) en 2011-2012. De 2004-2005, au moment où des données comparatives deviennent accessibles, jusqu'à 2014-2015, l'augmentation moyenne de la production à Toronto se situe à plus de 50 %.

La production de langue anglaise à Montréal a subi la plus forte baisse régionale, affichant une perte moyenne de 41 % durant cette même période de onze ans.

En 2005-2006, lorsque le financement pour la production de langue anglaise avait atteint son sommet, soit 25 millions de dollars (et ce, sans aucune prime pour la production régionale de langue anglaise et sans l'aide du programme AMI), le montant de l'aide financier a chuté en 2013-2014 à 8 millions de dollars (avec l'appui de 3 millions de dollars provenant du programme AMI. Cette somme de 8 millions de dollars représentait cette année-là seulement 4 % du budget du FMC réservé aux productions de langue anglaise; une diminution de 14 % par rapport à 2005-2006.

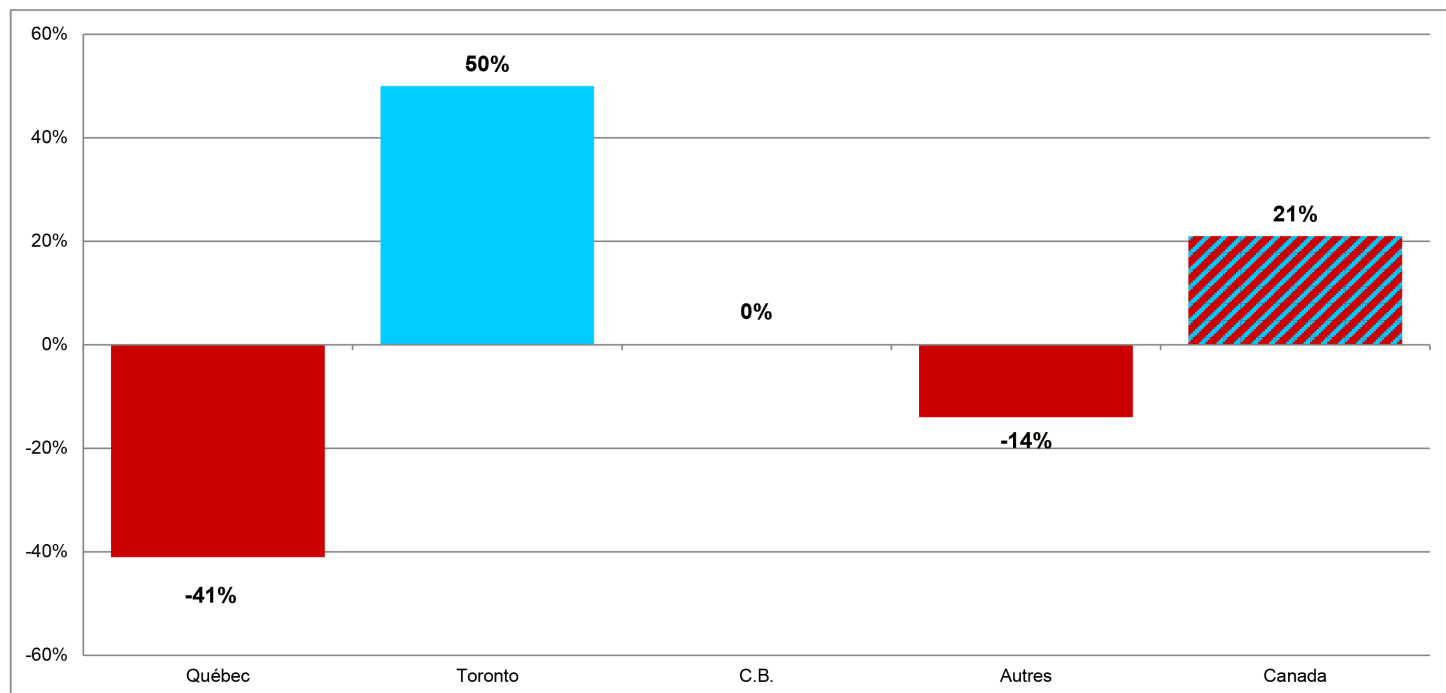
En 2014-2015, on observa un léger rebondissement dans le financement pour les productions produites à Montréal. Le financement se chiffrait à 13 millions de dollars ou 6 % du budget total du FMC. Toutefois, l'ensemble de l'augmentation de productions financées par le FMC à Toronto était au détriment des productions montréalaises financées par le FMC.

Au cours des onze dernières années, la Colombie-Britannique n'a pas enregistré d'augmentation ou de diminution dans sa moyenne de productions financées par le FMC. En 2014-2015, la province affichait 38 millions de dollars en financement (incluant 3.7 millions de dollars obtenus par l'intermédiaire des mesures incitatives régionales). D'autres régions ont vu leur financement provenant du FMC baisser de 14 %.

Le financement privé du FMC provenant des entreprises de distribution de radiodiffusion (EDR) est à la baisse. Ce tableau démontre que le budget du FMC réservé à la production anglophone atteint son sommet de 210 millions de dollars en 2012-2013. Le FMC nécessite l'arrivée de revenus additionnels ou de revenus provenant de sources différentes s'il désire continuer à maintenir ou à augmenter son aide financier accordé à la production télévisuelle.

Graphique 5

**Fonds des médias du Canada
Pourcentage de changement de la production
de langue anglaise à l'échelle régionale
2004-2005 à 2015-2016**



Source : tableau P

Tableau Q – Financement du FMC des langues minoritaires, par programme

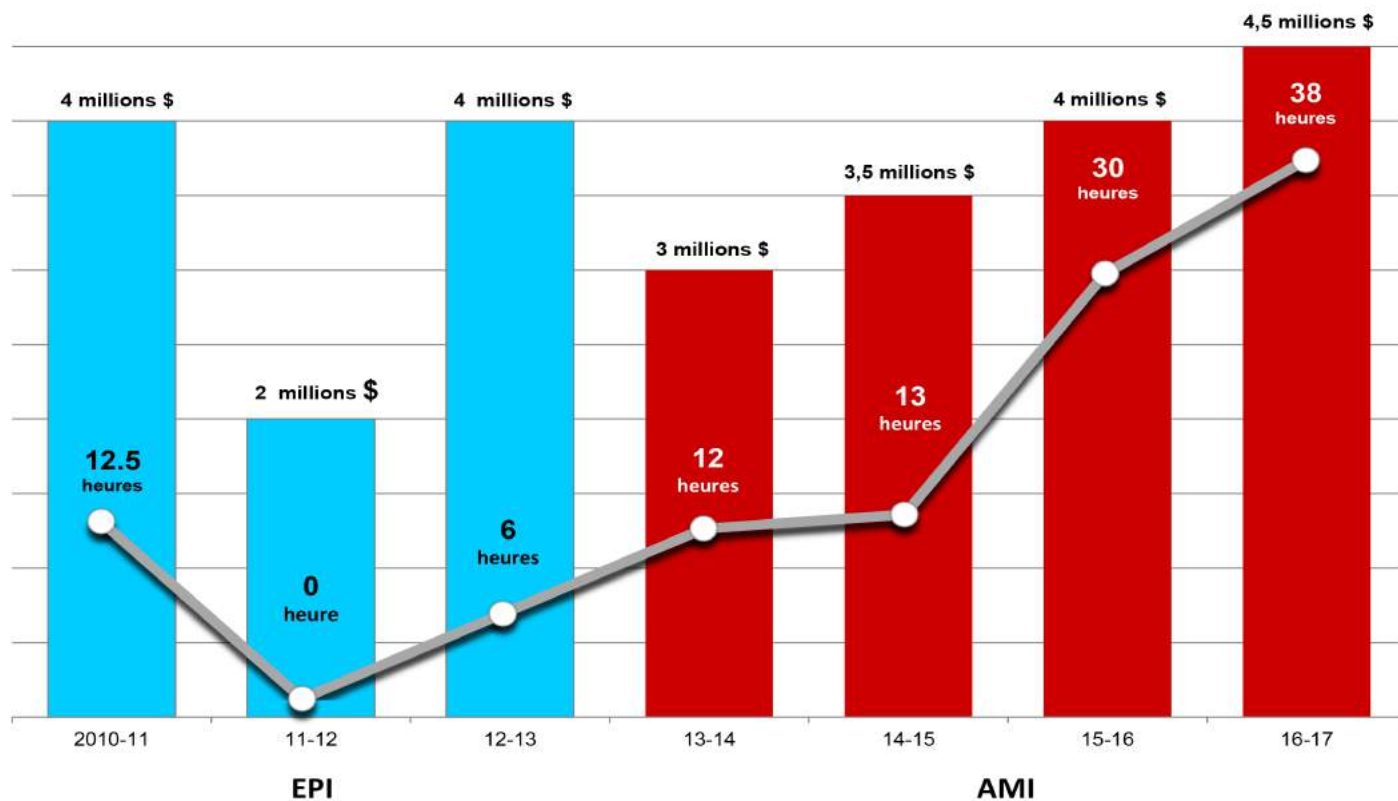
Les données dans ce tableau, où l'on y indique le financement total octroyé aux langues officielles minoritaires, illustrent les résultats de l'application des diverses politiques mises en œuvre par le FMC pour la production des CLOSM.

Patrimoine Canada exige que les CLOSM francophones reçoivent au moins 10 % de l'enveloppe de production francophone du FMC. Cette exigence n'existe pas pour les CLOSM de langue anglaise. Toutefois, une décision du Commissaire des langues officielles requiert que le FMC fournisse un financement stable pour les CLOSM de langue anglaise. Comme suite à cette décision, le FMC a instauré, en 2013-2014, la Mesure incitative pour la production de langue anglaise en milieu minoritaire (AMI) avec un budget initial de 3 millions de dollars. Par suite à l'implantation de ce programme, les producteurs anglophones au Québec deviennent, par le fait même, inadmissibles au financement offert par le fonds régional pour les productions de langue anglaise (EPI).

Au cours des cinq dernières années, la production de langue anglaise au Québec a reçu du FMC une aide financière variant de 8,1 millions de dollars en 2013-2014 (4,1 % de l'enveloppe réservée aux productions anglophones) jusqu'à 13,2 millions de dollars (7,1 %) en 2010-2011. Environ les deux tiers de cette aide proviennent du programme des enveloppes de rendement des radiodiffuseurs (ERR) qui leur a été accordé par le FMC³⁵. D'autres sommes d'argent proviennent du programme AMI, du Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise (POV) ou du Programme autochtone.

Presque tout le financement accordé par le FMC aux productions francophones des CLOSM provient du fond de production de langue française en milieu minoritaire lequel est inscrit au budget à 10 % de l'enveloppe francophone. Un très petit montant provient de l'enveloppe des ERR francophones.

Graphique 6 Télévision dramatique de langue anglaise au Québec
Financement du FMC par opposition au financement AMI
2010-2011 à 2016-2017



Source: FMC, et estimations 2016-2017 selon données du FMC.

Notes : L'EPI représente la part québécoise du fonds régional pour les productions de langue anglaise de 2010-11 à 2012-13. L'AMI représente le fond de la mesure incitative pour la production de langue anglaise en milieu minoritaire de 2013-14 à 2016-17.

35 Consultez le tableau R.

Tableau R – Dépenses du FMC au Québec - Enveloppe de rendement de radiodiffusion (ERR)

Les sommes dépensées par les télédiffuseurs pour la production de langue anglaise au Québec, à même leur enveloppe individuelle, ont grandement varié au cours des cinq dernières années, mais les dépenses totales se sont avérées assez constantes à l'exception de 2013-2014.

Les plus grandes dépenses ont été effectuées par Bell Média dont la moyenne s'établit à 2.5 millions de dollars par année. La production engagée par Bell est à la hausse atteignant un sommet de dépenses de 4.3 millions de dollars en 2014-2015. Nous prévoyons que l'enveloppe de rendement de Bell augmentera dans les années à venir.

Tel que le CRTC l'impose, la CBC est tenue de remplir certaines obligations (6 % de production indépendante globale et 10 % de son développement total) et doit combler des attentes (12 % du total budgétaire) relativement à ses dépenses liées aux productions des CLOSM de langue anglaise. Malgré tout, les sommes de son enveloppe de rendement ont chuté drastiquement de 5.5 millions de dollars en 2010-2011 à 0,3 million de dollars à chacune des deux dernières années.

L'enveloppe de rendement de la société Shaw a connu une baisse importante passant de 1,5 million de dollars en 2011-2012 à 0.1 million de dollars en 2014-2015. L'enveloppe de Corus a atteint 2.9 millions de dollars en 2014-2015. La compagnie Rogers se distingue puisqu'elle n'a pas dépensé un seul sou de son enveloppe au Québec au cours des cinq dernières années. Nous prévoyons que l'enveloppe de Rogers augmentera également après 2014-2015.

Bien que la société APTN ne soit pas une entreprise de distribution de radiodiffusion, la société se démarque aussi puisque ses dépenses au Québec s'élèvent en moyenne à 1.2 million de dollars par année. Son enveloppe réservée aux CLOSM bondit à 2.9 millions de dollars en 2014-2015 en raison de la série « Mohawk Girls ».

Autres organismes culturels

Tableau S – Téléfilm - Fonds du long métrage du Canada

Ce tableau démontre la consolidation, par Téléfilm, du financement des oeuvres cinématographiques de langue anglaise à Toronto au cours des neuf dernières années. Durant cette période, Téléfilm a dû faire face à des compressions budgétaires imposées par le gouvernement.

Le financement moyen de l'Ontario a augmenté de 61 %, ou de 17.5 millions de dollars à 38.3 millions de dollars. Ainsi, l'Ontario a bénéficié d'une augmentation de 32 % à 66 % de sa part de dépenses pour les productions anglophones.

En conjuguant cette augmentation de financement en Ontario à la stagnation du budget de Téléfilm, le financement de toutes les autres régions a subi une baisse. Le pourcentage de financement de la Colombie-Britannique a chuté de 59 %, l'Atlantique de 33 %, le Québec de 22 % et les Prairies de 9 %.

Depuis 2015, Téléfilm entend respecter ses obligations à l'égard de la Loi sur les langues officielles en établissant un comité consultatif des CLOSM de langue anglaise. Alors que des réunions de consultation annuelles étaient tenues dans le passé pour les CLOSM de langue française, jusqu'en 2015, Téléfilm considérait le Québec de langue anglaise comme une région plutôt qu'une CLOSM.

Tableau T – L'Office national du film, par région anglophone

L'Office national du film (ONF) a également fait face à des compressions budgétaires sévères du gouvernement et son budget réservé à la production de langue anglaise s'est vu réduit de 23.5 millions de dollars en 2009-2010 à 20 millions de dollars en 2014-2015. Au cours de cette période, un virage important s'est amorcé relativement au financement accordé aux studios de l'ONF du Québec et des Prairies vers la Colombie-Britannique de même que vers les studios des provinces de l'Atlantique.

L'ONF a mis sur pied un studio numérique à Vancouver, et les studios de la Colombie-Britannique (voués aux productions numériques et documentaires) passaient d'un volume de 17 % (4 millions de dollars) à 35 % (6.9 millions de dollars) du budget alloué pour la production anglophone. Le studio d'Edmonton est passé de 17 % à 11 % et Toronto de 19 % à 17 % tandis que Halifax est passée de 10 % à 16 %.

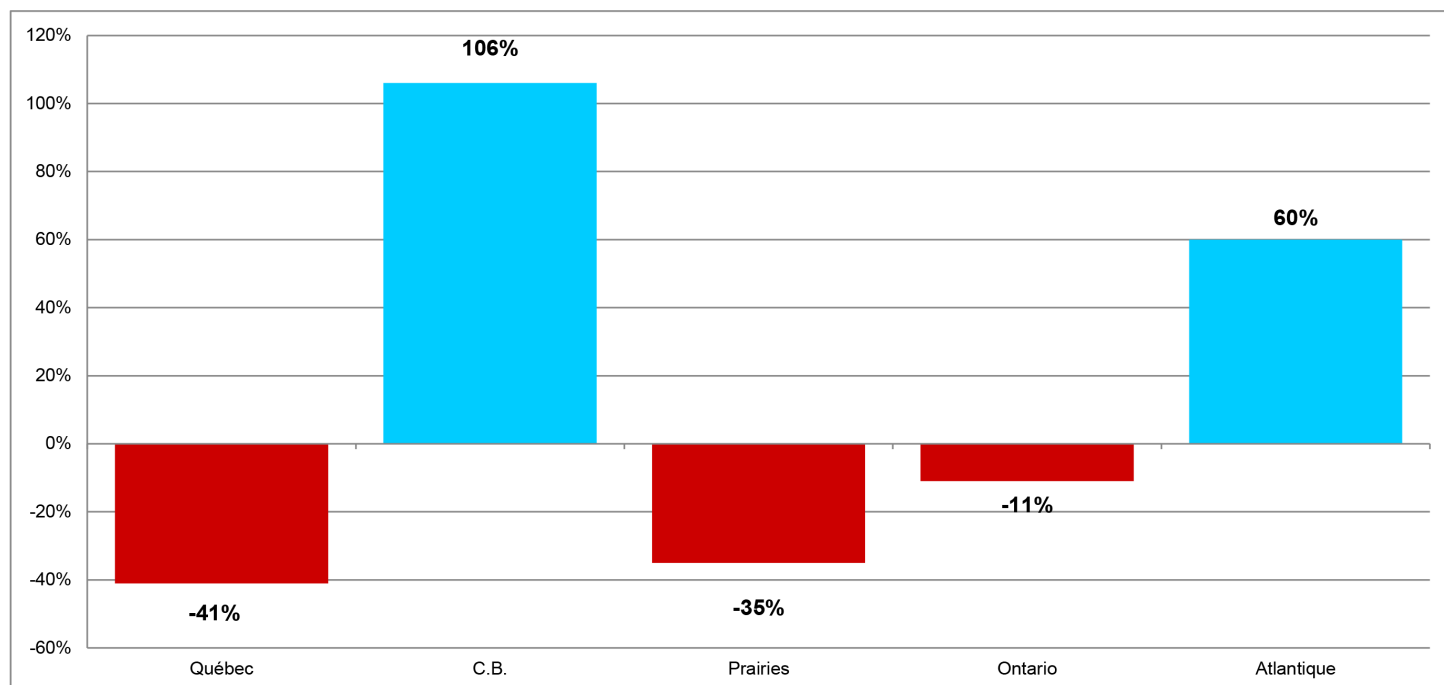
Cela signifie que durant les derniers six ans, la Colombie-Britannique a augmenté son volume de plus de 106 % et l'Atlantique de plus de 60 %. L'Ontario a baissé de 11 %, les Prairies de 35 % et le Québec de 41 %.

En 2009-2010, 37 % (ou 8.8 millions de dollars) du budget de l'ONF pour la production anglophone a été destiné à ses deux studios du Québec (animation et documentaires). En 2014-2015, ce financement a chuté de moitié à 4.4 millions de dollars (ou 22 %).

En 2015, conformément à ses obligations sous la Loi des langues officielles, l'ONF a signé la première entente fédérale de collaboration avec la minorité anglophone au Québec, représentée par le Conseil québécois de la production de langue anglaise » et ELAN (English Language Arts Network). L'ONF s'est engagé à ce que le pourcentage de sa production anglophone réservée aux CLOSM au Québec ne baisserait pas davantage.

Graphique 7

Office national du film du Canada Pourcentage de changement de la production de langue anglaise à l'échelle régionale 2004-2005 à 2015-2016



Source : tableau T

Tableau U – Production indépendante de la CBC, par région anglophone

La CBC a réussi à augmenter ses frais de licence de diffusion pour la programmation de langue anglaise de 75 millions de dollars en 2010-2011 à 93 millions de dollars en 2013-2014 et encore à 119 millions de dollars en 2014-2015, et ce, malgré les difficultés financières dont la société doit faire face à la suite des compressions budgétaires du gouvernement conservateur³⁶. La haute direction de la CBC doit être félicitée d'avoir priorisé la programmation indépendante.

Le CRTC indique, lors du renouvellement de la licence de radiodiffusion accordée à la CBC (CRTC 2013-263), que la société doit réserver au moins 6 % de son budget à la production indépendante au Québec et 10 % de son budget au développement indépendant. Toutefois, le CRTC a également indiqué qu'il s'attend à ce que la société ne réserve pas moins que ses dépenses moyennes historiques aux fins des productions des CLSMO. Ce tableau démontre que ces dépenses historiques se chiffrent à environ 12 %, soit le double du pourcentage exigé de 6 % dans les conditions de licence.

36 *Durant les dix années au pouvoir du gouvernement conservateur, le budget de la CBC a été réduit en moyenne de 5.4 % chaque année et au moins 3,600 emplois ont été perdus.*

Sous la licence en cours couvrant deux années, la société rencontre ou est proche de rencontrer ses conditions de licence auprès des CLSMO affichant des dépenses d'environ 6 millions de dollars en frais de licence pour la production anglaise au Québec, ce qui représente grossièrement 6 % de la production indépendante dans son ensemble.

La CBC a dépensé 20 % de son budget total de développement au Québec en 2013-2014 et 9 % l'année dernière, ce qui représente plus que le pourcentage de 10 % par année exigé par ses conditions de licence. Toutefois, la CBC refuse d'afficher ses dépenses totales de développement. Nous sommes donc incapables de connaître le montant d'argent réellement dépensé.

Au printemps 2016, la haute direction des services anglophones de la CBC a rencontré les représentants du Conseil québécois de la production de langue anglaise en vue de discuter des politiques liées aux CLSMO. Par la suite, une rencontre a été fixée pour le mois d'octobre 2016. Ces réunions avec les communautés de productions des CLSMO sont un pas important pour la CBC à l'égard de sa consultation auprès des CLSMO de langue anglaise.

Tableau V – SODEC - Financement d'œuvres cinématographiques, par programme et par langue

La SODEC a versé entre 30 millions de dollars et 23.6 millions de dollars par année pour la production de films au cours des sept dernières années. Un plafond de 20 % du financement total de la SODEC est alloué à la production de films produits dans une langue autre que le français. Comme le démontre ce tableau, le plafond est loin d'être atteint en ce qui a trait aux productions de langue anglaise.

Le montant total de financement versé par la SODEC pour les films anglophones au Québec a atteint un sommet en 2008-2009 de 3.9 millions de dollars ou 15 % de son budget de financement total. L'apport financier fourni pour les films anglophones a rebondi de 1,9 million de dollars (8 %) en 2010-2011 à 3.6 millions de dollars (12 %) en 2012-2013 et par la suite a reculé à 2.1 millions de dollars (9 %) en 2014-2015. La plus grande partie de ce financement est destiné aux longs métrages de fiction et peu de cet argent est consacré à la production de documentaires.

Tableau W – SODEC – Sommaire du financement destiné à la production

Au tableau T, l'addition des chiffres liés à la production pour les dix-sept années démontre que les productions de langue anglaise au Québec ont obtenu un total de 21.9 millions de dollars (11.7 %) par rapport aux 187 millions de dollars dépensés par la SODEC dans ses programmes de financement. De 2008-2009 à 2014-2015, la vaste partie des sommes accordées a été destinée aux longs métrages de fiction (19.6 millions de dollars); seulement 1.7 million de dollars ont été versés pour des documentaires et 550 000 \$ pour des productions dramatiques de courte durée.

Au printemps 2016, la haute direction de la SODEC a rencontré les représentants du Conseil québécois de la production de langue anglaise. À titre d'organisme provincial, la SODEC a souligné qu'elle n'est pas assujettie à la Loi sur les langues officielles. L'intérêt provincial visant à appuyer la production de langue anglaise au Québec devra provenir directement du gouvernement.

Tableaux

A decorative graphic element consisting of a white L-shaped bar with a red shadow, positioned below the word 'Tableaux'.

Tableau A
Production intérieure par région
 Toutes les langues
 1996-1997 à 2014-15
 (en millions de dollars)

Année	Québec			Ontario			C.B.			Prairies			Atlantique			Total Canada		
	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%
1996-7	250	472	37	218	585	46	49	129	10	37	33	3	26	43	3	580	1,261	100
1997-8	252	482	40	189	525	44	56	96	8	44	50	4	26	38	3	567	1,191	100
1998-9	347	597	35	236	656	38	84	319	18	55	66	4	44	91	5	766	1,729	100
1999-0	415	662	36	254	701	38	93	307	17	67	96	5	44	59	5	873	1,826	100
2000-1	416	538	31	311	698	40	100	299	17	85	109	6	45	82	5	957	1,726	100
2001-2	469	645	37	348	752	43	96	208	12	80	83	5	49	63	4	1,042	1,751	100
2002-3	503	655	36	351	699	39	102	223	12	104	156	9	57	72	4	1,117	1,805	100
2003-4	498	674	39	359	745	43	100	189	11	95	80	5	51	61	4	1,103	1,748	100
2004-5	538	650	37	359	676	39	118	231	13	123	120	7	58	76	4	1,196	1,754	100
2005-6	554	733	37	373	773	39	121	280	14	117	98	5	56	78	4	1,221	1,963	100
2006-7	547	767	36	382	730	35	150	375	18	117	166	8	50	78	4	1,246	2,116	100
2007-8	528	733	35	386	808	38	130	356	17	123	154	7	57	68	3	1,224	2,121	100
2008-9	533	772	35	393	863	39	138	304	14	104	184	8	61	73	3	1,229	2,196	100
2009-10	474	811	38	355	903	43	117	195	9	110	121	6	56	85	4	1,112	2,114	100
2010-11	469	746	34	365	1,010	46	116	241	11	93	117	5	43	74	3	1,086	2,187	100
2011-12	542	802	30	377	1,302	49	115	325	12	118	128	5	59	94	4	1,211	2,652	100
2012-13	512	749	32	354	1,081	46	143	369	16	92	88	4	43	74	3	1,144	2,361	100
2013-14	503	769	32	335	1,076	44	131	373	15	94	111	5	58	106	4	1,121	2,436	100
2014-15	541	816	33	299	1,110	46	127	398	16	83	106	4	38	61	2	1,088	2,492	100
Changement		+50 %			+85%			+109%			+104%			+40%			+74%	

Source : Estimations proviennent des données du BCPAC, mars 2016

Notes: Toutes demandes au programme de Crédit d'impôt pour production cinématographique canadienne proviennent de nouvelles bases de données et de bases de données antérieures. Tous les chiffres sont susceptibles de changer. Les données datent de 2006-2007 et de statistiques antérieures. Le pourcentage de changement est basé sur l'écart entre la moyenne des trois premières années dans ce tableau et des dernières trois années.

Tableau B
Production intérieure de langue anglaise
 par région
 1996-1997 à 2014-2015
 (en millions de dollars)

Année	Québec			Ontario			C.B.			Prairies			Atlantique			Total anglais		
	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%
1996-7	71	201	22	212	445	49	48	128	14	37	33	4	26	43	5	394	850	100
1997-8	74	240	26	181	472	50	56	96	10	43	50	5	25	37	4	379	895	100
1998-9	89	304	21	228	554	39	81	318	22	52	64	5	39	87	6	489	1,327	100
1999-0	91	306	21	241	609	43	90	305	21	63	92	6	38	55	4	523	1,367	100
2000-1	69	184	15	283	541	43	99	299	24	79	90	7	39	80	6	569	1,194	100
2001-2	75	211	17	326	694	56	92	206	17	74	79	6	41	58	5	608	1,247	100
2002-3	85	189	14	333	679	52	100	223	17	98	152	12	49	67	5	665	1,309	100
2003-4	92	169	14	337	726	60	98	188	16	85	72	6	43	58	5	655	1,213	100
2004-5	101	163	13	333	657	53	117	230	19	116	115	9	41	69	6	708	1,236	100
2005-6	102	191	14	356	752	54	119	278	20	109	89	6	42	73	5	728	1,382	100
2006-7	110	214	14	365	715	47	147	374	24	107	153	10	36	72	5	765	1,528	100
2007-8	95	182	12	377	791	52	129	356	23	113	146	10	39	61	4	753	1,536	100
2008-9	86	195	12	380	853	54	137	303	19	96	175	11	48	67	4	747	1,593	100
2009-0	71	242	16	334	894	59	112	192	13	101	113	7	39	76	5	657	1,516	100
2010-1	70	174	11	343	993	63	114	240	15	84	109	7	29	66	4	640	1,582	100
2011-2	66	165	8	356	1,288	65	111	324	16	111	124	6	51	88	4	695	1,988	100
2012-13	75	181	10	333	1,058	60	137	366	21	83	84	5	31	67	4	659	1,757	100
2013-14	73	229	12	315	1,061	57	128	372	20	89	108	6	43	97	5	648	1,867	100
2014-15	62	173	10	281	1,097	60	123	395	22	73	100	6	28	55	3	567	1,820	100
Changement		-22%			+119%			+109%			+98%			+30%			+77%	

Source : Estimations proviennent des données du BCPAC, mars 2016

Notes : Toutes demandes au programme de Crédit d'impôt pour production cinématographique canadienne proviennent de nouvelles bases de données et de bases de données antérieures. Tous les chiffres sont susceptibles de changer. Les données datent de 2006-2007 et de statistiques antérieures. Le pourcentage de changement est basé sur l'écart entre la moyenne des trois premières années dans ce tableau et des dernières trois années.

Tableau C
Production intérieure de langue française
 par région
 1996-1997 à 2014-2015
 (en millions de dollars)

Année	Québec			Ontario			Autres			Total CLOSM			Total anglophone		
	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%
1996-7	179	271	99		<i>s/o</i>			<i>s/o</i>		5	4	1	184	275	100
1997-8	173	233	98		<i>s/o</i>			<i>s/o</i>		7	4	2	180	238	100
1998-9	249	282	97		<i>s/o</i>			<i>s/o</i>		10	7	3	259	290	100
1999-0	311	331	97		<i>s/o</i>			<i>s/o</i>		12	10	3	323	340	100
2000-1	319	323	98		<i>s/o</i>			<i>s/o</i>		13	8	2	332	331	100
2001-2	364	397	96	9	8	2	14	9	2	23	16	4	387	413	100
2002-3	377	408	96	9	10	2	10	7	2	19	17	4	396	425	100
2003-4	363	427	96	9	7	2	17	11	2	26	18	4	389	445	100
2004-5	398	448	95	14	14	3	21	10	2	35	24	5	433	472	100
2005-6	422	509	96	13	10	2	22	10	2	35	20	4	457	530	100
2006-7	410	534	95	14	15	3	22	13	2	36	28	5	446	561	100
2007-8	413	530	96	6	7	1	27	14	3	34	22	4	446	551	100
2008-9	417	565	96	13	10	2	21	14	2	35	24	4	451	588	100
2009-0	407	569	95	14	17	3	25	16	3	40	33	5	446	602	100
2010-1	399	571	94	22	17	3	25	16	3	47	33	6	446	605	100
2011-2	476	638	96	21	14	2	19	12	2	40	26	4	516	664	100
2012-13	437	568	94	21	23	4	27	14	2	48	37	6	485	605	100
2013-14	430	540	95	20	16	3	23	14	2	43	29	5	473	569	100
2014-15	479	644	96	18	14	2	24	14	2	42	28	4	521	671	100
Changement		+123%			+125%			+56%			+520%			+129%	

Source : Estimations proviennent des données du BCPAC, mars 2016

Notes : Toutes demandes au programme de Crédit d'impôt pour production cinématographique canadienne proviennent de nouvelles bases de données et de bases de données antérieures. Tous les chiffres sont susceptibles de changer. Les données datent de 2006-2007 et de statistiques antérieures. Le pourcentage de changement est basé sur l'écart entre la moyenne des trois premières années dans ce tableau et des dernières trois années.

Tableau D
Production intérieure au Québec
 par langue
 1996-1997 à 2014-2015
 (en millions de dollars)

Année	Québec Français			Québec Anglais			Total Québec			Total Canada		
	Projet		%	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%
1996-7	179	271	23	71	201	17	250	472	40	580	1,261	100
1997-8	173	233	20	74	240	20	247	473	40	567	1,191	100
1998-9	249	282	17	89	304	18	338	586	35	766	1,729	100
1999-0	311	331	19	91	306	17	402	637	36	873	1,826	100
2000-1	319	323	20	69	184	12	388	507	32	957	1,726	100
2001-2	364	397	24	75	211	13	439	608	37	1,042	1,751	100
2002-3	377	408	24	85	189	11	462	597	35	1,117	1,805	100
2003-4	363	427	26	92	169	10	455	596	36	1,103	1,748	100
2004-5	398	448	26	101	163	9	499	611	36	1,196	1,754	100
2005-6	422	509	27	102	191	10	524	700	37	1,221	1,963	100
2006-7	410	534	26	110	214	10	520	748	36	1,246	2,116	100
2007-8	413	530	25	95	182	9	508	712	34	1,224	2,121	100
2008-9	417	565	26	86	195	9	503	760	35	1,229	2,196	100
2009-0	407	569	27	71	242	11	478	811	38	1,112	2,114	100
2010-1	399	571	26	70	174	8	469	746	34	1,086	2,187	100
2011-2	476	638	24	66	165	6	542	802	30	1,211	2,652	100
2012-13	437	568	24	75	181	8	512	749	32	1,144	2,361	100
2013-14	430	540	22	73	229	9	503	769	32	1,121	2,436	100
2014-15	479	644	26	62	173	7	541	817	33	1,088	2,492	100
Changement		+123%			-22%			+53%			+74%	

Source : Estimations proviennent des données du BCPAC, mars 2016

Notes : Toutes demandes au programme de Crédit d'impôt pour production cinématographique canadienne proviennent de nouvelles bases de données et de bases de données antérieures. Tous les chiffres sont susceptibles de changer.

Les productions en langue anglaise et en langue française excluent les productions bilingues ou dans d'autres langues. Total du tableau A

Le pourcentage de changement est basé sur l'écart entre la moyenne des trois premières années dans ce tableau et des trois dernières années.

Tableau E
Productions télévisuelle et cinématographique de langue anglaise
au Québec
2001-2002 à 2014-2015
(en millions de dollars)

Année	Cinématographique			Télévisuelle			Total		
	Nombre	\$	%	Nombre	\$	%	Nombre	\$	%
2001-2	10	49	23	65	162	77	75	211	100
2002-3	12	57	30	73	132	70	85	189	100
2003-4	13	67	40	79	102	60	92	169	100
2004-5	13	29	18	88	134	82	101	163	100
2005-6	6	18	9	96	173	91	102	191	100
2006-7	13	30	14	97	184	86	110	214	100
2007-8	14	36	19	81	146	81	95	182	100
2008-9	18	46	20	68	149	80	86	195	100
2009-0	19	132	49	52	110	51	71	241	100
2010-1	9	20	12	61	154	88	70	174	100
2011-2	11	35	21	55	130	79	66	165	100
2012-13	15	55	30	60	126	70	75	181	100
2013-14	12	107	47	61	122	53	73	229	100
2014-15	12	70	40	50	102	59	62	173	100
Changement		+33%			-11%			+2%	

Source : Estimations proviennent des données du BCPAC, mars 2016

Notes : Toutes demandes au programme de Crédit d'impôt pour production cinématographique canadienne proviennent de nouvelles bases de données et de bases de données antérieures. Les chiffres sont susceptibles de changer. Les données 2006-7 et antérieures proviennent de données précédentes. Production télévisuelle inclut toute production non classée "cinématographique".
 Le pourcentage de changement est basé sur l'écart entre la moyenne des trois premières années dans ce tableau et des trois dernières années.

Tableau F
Financement public et privé
d'œuvres cinématographiques au Québec - par langue
2009-2010 à 2014-2015
(en millions de dollars)

Financement	2009-10		2010-11		2011-12		2012-13		2013-14		2014-15													
	Anglais	Français	Anglais	Français	Anglais	Français	Anglais	Français	Anglais	Français	Anglais	Français												
Public	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%												
Radiodiffuseurs canadiens	0	0	<1	<1	<1	1	1	<1	1	<1	1	<1	1	1	0	0	<1	<1	<1	4	<1	<1		
Crédits d'impôt fédéral	11	9	5	4	1	5	3	3	3	9	5	5	4	7	3	3	10	10	2	3	6	8	4	4
Crédits d'impôt provincial	31	25	27	23	4	18	22	21	8	23	24	22	14	25	21	23	20	19	15	22	14	20	23	23
Autre financement public	13	10	50	42	7	32	57	55	8	23	46	43	16	29	51	57	13	12	38	56	18	25	47	47
Total	55	44	83	71	12	54	83	80	20	57	76	71	34	61	75	84	44	41	55	81	38	53	74	74
Privé																								
Radiodiffuseurs canadiens	<1	<1	2	2	2	9	1	1	<1	1	<1	1	<1	<1	<1	<1	<1	<1	0	0	<1	<1	<1	<1
Distributeurs canadiens	4	3	9	8	3	14	8	8	1	2	7	7	3	5	7	8	8	8	5	8	6	8	8	8
Étranger	41	33	5	4	<1	1	2	2	8	23	14	13	12	23	<1	<1	50	47	<1	<1	17	24	10	10
Autre financement privé	23	19	19	16	5	23	10	10	6	17	11	10	6	11	7	8	5	5	7	10	10	15	8	8
Total	69	56	35	29	10	46	21	20	16	46	32	30	22	39	15	16	64	59	13	19	34	47	26	26
Total financement public	55	44	83	71	12	54	83	80	20	57	76	71	34	61	75	84	44	41	55	81	38	53	74	74
Total financement privé	69	56	35	29	10	46	21	20	16	46	32	30	22	39	15	16	64	59	13	19	34	47	26	26
Grand total	124	100	118	100	22	100	104	100	35	100	107	100	55	100	90	100	107	100	68	100	71	100	100	100
Projects	18		46		10		47		11		40		13				13		35		12		37	

Source : Estimations proviennent des données du BCPAC, mars 2016

Notes : Toutes demandes au programme de Crédit d'impôt pour production cinématographique canadienne proviennent de nouvelles bases de données et de bases de données antérieures. Les chiffres sont susceptibles de changer.

Tableau G
Financement public et privé
de la production télévisuelle au Québec - par langue
2009-2010 à 2014-2015
(en millions de dollars)

Financement	2009-10		2010-11		2011-12		2012-13		2013-14		2014-15													
	Anglais	Français	Anglais	Français	Anglais	Français	Anglais	Français	Anglais	Français	Anglais	Français												
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%												
Public																								
Radiodiffuseurs canadiens	7	6	99	21	11	7	93	19	3	3	106	21	5	4	106	22	4	3	108	23	3	3	108	20
Crédits d'impôt fédéral	13	12	52	11	15	9	53	11	14	10	59	11	14	11	52	11	14	11	52	11	11	11	62	11
Crédits d'impôt provincial	22	20	75	16	25	15	76	16	25	17	88	17	23	17	79	16	24	18	78	16	18	17	92	17
Autre financement public	13	12	85	18	11	7	98	20	12	9	90	17	11	8	94	20	10	8	88	18	16	15	89	16
Total	34	30	311	66	62	38	319	66	54	37	342	65	54	40	332	69	52	40	327	68	48	46	351	64
Privé																								
Radiodiffuseurs canadiens	12	11	117	25	17	10	136	28	20	17	144	25	21	16	122	25	22	17	115	24	25	24	160	29
Distributeurs canadiens	25	22	4	1	21	13	2	<1	33	22	3	<1	35	26	2	<1	24	18	3	<1	12	11	2	<1
Étranger	14	13	2	<1	36	22	3	<1	9	8	11	3	7	5	1	<1	17	13	<1	<1	10	9	<1	<1
Autre financement privé	27	24	40	8	26	16	25	5	23	15	36	7	17	13	27	6	15	12	32	7	11	10	34	6
Total	79	70	163	34	100	62	166	34	85	63	95	35	81	60	152	31	77	60	151	32	58	54	137	36
Total financement public	34	30	311	66	62	38	319	66	54	37	342	65	54	40	332	69	52	40	327	68	48	46	351	64
Total financement privé	79	70	163	34	100	62	166	34	85	63	95	35	81	60	152	31	77	60	151	32	58	54	137	36
Grand total	112	100	474	100	162	100	485	100	130	100	537	100	134	100	484	100	129	100	478	100	106	100	548	100
Projects	53		366		56		339		55		436		61		380		55		363		50		442	

Source : Estimations proviennent des données du BCPAC, mars 2016

Notes : Toutes demandes au programme de Crédit d'impôt pour production cinématographique canadienne proviennent de nouvelles bases de données

et de bases de données antérieures. Les chiffres sont susceptibles de changer.

Le total des sources de financement pour une production peut excéder le budget de production ce qui aura un effet sur les totaux annuels.

Tableau H
Services étrangers et services de production
 par région
 1997-1998 à 2014-2015
 (en millions de dollars)

Année	Québec		C.B.		Ontario		Autres		Canada	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
1997-8	129	16	425	52	221	27	44	5	819	100
1998-9	197	18	445	41	347	32	107	10	1,096	100
1999-0	213	14	664	44	443	29	186	12	1,506	100
2000-1	337	19	760	43	543	31	122	7	1,762	100
2001-2	215	12	857	49	561	32	127	7	1,760	100
2002-3	399	21	830	43	549	29	136	7	1,914	100
2003-4	193	10	1,236	65	340	18	132	7	1,901	100
2004-5	261	18	567	39	521	36	113	8	1,462	100
2005-6	99	6	973	59	455	27	143	8	1,670	100
2006-7	125	9	861	60	288	20	159	11	1,433	100
2007-8	120	7	1,174	66	350	20	126	7	1,770	100
2008-9	211	15	900	62	206	14	128	9	1,445	100
2009-0	122	8	1,092	72	225	15	69	5	1,508	100
2010-1	240	13	1,364	73	224	12	224	12	1,874	100
2011-2	157	9	1,102	65	382	23	46	3	1,687	100
2012-13	212	12	1,076	62	399	23	53	3	1,740	100
2013-14	147	8	1,080	59	446	24	153	8	1,826	100
2014-15	275	11	1,672	64	545	21	108	4	2,600	100
Changement	+17%		+150%		+37%		-6%		+80%	

Source : Nordicity, *Profile* 2015 et 2005

Notes : Toutes les langues. Année de référence pour C.B. est 1997-1998 et non 1996-1997

Le pourcentage de changement est basé sur l'écart entre la moyenne des trois premières années dans ce tableau et des trois dernières années.

Profile 2012 et 2015 est utilisé pour 2001-2002 et années antérieures

Profile 2012 et 2015 est utilisé pour 2002-3 et années ultérieures à 2002-3.

Tableau I
Production étrangère et intérieure au Québec
 par langue
 1997-1998 à 2014-2015
 (en millions de dollars)

Année	Anglais Prod.étr.			Anglais Prod.int.			Total Anglais		Français Prod.étr.			Français Prod.int.		Total Français		Total Québec		Total Canada	
	Nbre	\$	%	\$	%	\$	%	#	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
1997-8		121	6	240	12	361	18	8	<1	233	12	241	12	602	30	2,010	100		
1998-9		185	7	304	11	489	17	12	<1	282	10	294	10	783	28	2,825	100		
1999-0		200	6	306	9	506	15	13	<1	331	10	344	10	850	26	3,332	100		
2000-1		317	9	184	5	501	14	20	<1	323	9	343	10	844	24	3,488	100		
2001-2		206	5	211	6	417	11	9	<1	397	11	406	11	823	22	3,774	100		
2002-3		383	10	189	5	572	14	16	<1	408	10	424	11	996	25	3,991	100		
2003-4		185	5	169	4	354	9	8	<1	427	11	435	11	789	20	3,928	100		
2004-5		250	7	163	5	413	12	11	<1	448	13	459	13	872	25	3,465	100		
2005-6		95	2	191	5	286	7	4	<1	509	13	513	13	799	20	3,925	100		
2006-7		120	3	214	6	334	9	5	<1	534	14	539	14	873	23	3,862	100		
2007-8	4	74	3	182	4	256	7	0	0	530	13	530	13	786	20	4,220	100		
2008-9	7	71	2	195	5	266	7	0	0	565	14	566	14	832	21	3,936	100		
2009-0	8	214	6	242	6	456	12	0	0	569	15	569	15	1,025	26	3,911	100		
2010-1	14	235	6	174	4	409	10	0	0	571	13	571	13	980	23	4,304	100		
2011-2	13	219	5	165	4	384	8	3	38	638	14	676	14	1,060	23	4,698	100		
2012-3	12	260	6	181	4	441	11	1	13	568	14	581	14	1,022	25	4,101	100		
2013-4	17	161	4	229	5	390	9	3	27	540	13	567	13	957	22	4,262	100		
2014-15	13	297	6	173	3	470	9	4	16	644	13	660	13	1,130	22	5,092	100		
Changement		+41%		-31%		-4%		+73%		+107%		+106%		+39%		+64%			

Sources : BCTQ, février 2016; Profile, 2015; données du BCPAC, mars 2016

Notes : Les estimations du BCTQ ont été utilisées pour la production étrangère de 2008 à 2015. Les estimations de Nordicity ont été utilisées pour les années antérieures.

Le total canadien reflète la production/services de production intérieure et étrangère excluant les radiodiffuseurs canadiens et production digital.

Le total au Québec représente uniquement la production de langue anglaise et française au Québec. L'année de référence pour la C.B. est 1997-1998 et non 1996-1997.

Le pourcentage de changement est basé sur l'écart entre la moyenne des trois premières années dans ce tableau et des dernières trois années.

Tableau J
Production intérieure d'œuvres de fiction de langue anglaise
 par région
 1996-1997 à 2014-2015
 (en millions de dollars)

Année	Québec			Ontario			C.B.			Prairies			Atlantique			Total		
	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%
1996-7	31	174	24	56	412	58	15	75	11	8	22	3	8	28	4	117	711	100
1997-8	34	200	29	52	366	53	16	75	11	9	24	3	8	24	3	116	685	100
1998-9	30	217	24	58	408	44	20	214	23	11	30	3	12	58	6	129	919	100
1999-0	33	223	23	53	449	46	33	252	26	10	37	4	12	27	3	138	985	100
2000-1	23	115	14	51	358	44	26	249	30	16	44	5	8	51	6	123	817	100
2001-2	23	132	17	61	440	56	18	149	19	15	37	5	13	24	3	130	782	100
2002-3	25	102	13	64	381	48	33	176	22	19	107	14	10	21	3	151	787	100
2003-4	21	95	13	59	413	58	27	138	19	15	40	6	8	29	4	130	715	100
2004-5	27	70	11	63	326	51	43	160	25	17	57	9	10	30	5	160	643	100
2005-6	42	115	14	86	404	50	55	212	26	8	41	5	10	38	5	151	810	100
2006-7	44	110	13	85	298	36	72	287	35	21	101	12	7	28	3	229	824	100
2007-8	31	87	11	78	367	44	51	262	32	23	96	11	8	16	2	191	828	100
2008-9	30	96	12	84	333	41	66	234	29	19	120	15	15	28	3	214	811	100
2009-0	35	183	22	71	417	50	35	132	16	24	68	8	10	33	4	175	833	100
2010-1	24	103	12	88	486	58	45	125	15	13	73	9	9	43	5	179	831	100
2011-2	21	63	6	86	725	67	42	171	16	22	77	7	10	50	5	181	1,087	100
2012-13	29	124	12	94	579	55	64	245	23	9	47	4	11	54	5	207	1,049	100
2013-14	29	154	15	79	546	53	59	203	20	11	61	6	15	67	7	193	1,030	100
2014-15	27	117	11	81	610	57	69	240	22	11	64	6	9	44	4	197	1,076	100
Changement	-33%			+46%			+89%			+128%			+49%			+36%		

Source: Estimations proviennent des données du BCPAC, mars 2016

Note : Toutes demandes au programme de Crédit d'impôt pour production cinématographique canadienne proviennent de nouvelles et d'anciennes bases de données.

Tous les chiffres sont susceptibles de changer. Les données de 2006-2007 et antérieures proviennent de statistiques antérieures.

Le pourcentage de changement est basé sur l'écart entre la moyenne des trois premières années dans ce tableau et des dernières trois années.

Tableau K
Production intérieure de documentaires de langue anglaise
 par région
 1996-1997 à 2014-2015
 (en millions de dollars)

Année	Québec			Ontario			C.B.			Prairies			Atlantique			Total		
	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%	Proj.	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%
1996-7	22	6	8	83	50	63	23	13	16	23	6	7	10	5	6	161	79	100
1997-8	21	11	14	67	42	52	27	7	9	21	17	21	9	4	4	145	82	100
1998-9	24	17	16	83	47	43	43	19	17	30	18	17	15	8	8	195	109	100
1999-0	27	14	12	89	51	42	41	16	13	37	27	22	21	14	12	215	122	100
2000-1	21	19	11	130	80	47	50	25	15	53	32	19	20	14	8	274	170	100
2001-2	23	29	17	157	83	48	56	27	15	39	18	11	18	15	9	293	172	100
2002-3	22	20	11	153	87	49	49	23	13	55	25	14	29	24	13	308	179	100
2003-4	44	43	20	159	115	54	52	22	10	57	22	11	24	10	5	336	212	100
2004-5	38	45	19	152	104	44	50	39	17	74	32	13	25	15	6	339	235	100
2005-6	30	46	23	140	95	47	42	20	10	73	27	13	23	13	6	308	201	100
2006-7	34	65	25	153	126	47	53	36	14	60	28	10	16	11	4	316	266	100
2007-8	38	55	20	173	144	53	42	30	11	60	32	12	19	12	4	332	274	100
2008-9	28	31	11	172	186	64	41	36	12	51	29	10	19	11	4	311	293	100
2009-0	21	25	11	144	139	63	51	26	12	53	25	11	16	6	3	285	221	100
2010-1	29	23	11	121	131	60	38	34	16	51	21	10	12	9	4	251	219	100
2011-2	28	49	19	130	146	55	37	33	13	65	20	8	31	16	6	291	264	100
2012-13	32	35	17	99	102	51	41	36	18	53	18	9	17	9	4	242	201	100
2013-14	31	39	19	108	117	56	28	20	10	58	17	8	19	14	7	244	208	100
2014-15	25	21	13	87	96	60	23	27	17	40	10	6	12	6	4	187	160	100
Changement		+191%			+128%			+115%			+7%			+67%			+111%	

Source : Estimations proviennent des données du BCPAC, mars 2016

Notes : Toutes demandes au programme de Crédit d'impôt pour production cinématographique canadienne proviennent de nouvelles et d'anciennes bases de données.

Tous les chiffres sont susceptibles de changer. Les données 2006-2007 et antérieures proviennent de statistiques antérieures.

Le pourcentage de changement est basé sur l'écart entre la moyenne des trois premières années dans ce tableau et des dernières trois années.

Tableau L
Production d'œuvre d'animation
 par langue et par région
 1996-1997 à 2014-2015
 (en millions de dollars)

Année	Québec anglais			Québec français			Total Québec			Anglais Ontario			Autres régions anglaises			Total Canada		
	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%	Projet	Coût \$CDN	%
1996-7	5	5	4	8	41	32	13	47	36	11	50	39	3	32	25	27	129	100
1997-8	6	20	29	3	1	1	9	20	29	9	40	58	3	9	13	21	68	100
1998-9	11	70	29	9	25	10	20	95	39	17	89	37	9	54	23	46	238	100
1999-0	14	61	32	10	34	18	24	95	50	13	58	31	4	35	19	41	188	100
2000-1	8	53	37	6	7	5	14	59	42	13	64	45	6	18	13	33	142	100
2001-2	9	33	21	7	19	13	16	52	34	17	73	47	12	29	19	45	154	100
2002-3	15	53	32	5	4	3	20	57	35	15	85	51	8	25	18	43	167	100
2003-4	11	28	19	9	18	12	20	46	31	21	78	52	5	27	18	46	151	100
2004-5	11	32	17	4	7	4	15	39	21	32	115	63	8	30	17	55	184	100
2005-6	5	18	10	9	12	7	14	30	17	25	93	54	12	48	28	51	171	100
2006-7	9	32	15	9	17	8	18	49	23	27	130	60	5	37	17	50	216	100
2007-8	3	4	2	7	14	8	11	19	11	22	107	59	12	54	30	44	180	100
2008-9	8	18	10	8	10	6	16	28	16	34	134	77	7	10	6	57	173	100
2009-0	6	16	9	8	24	13	14	40	22	26	111	60	9	33	18	49	184	100
2010-1	s/o	11	9	7	13	10	s/o	24	19	19	86	68	s/o	16	13	s/o	126	100
2011-2	s/o	28	14	10	20	10	s/o	48	24	25	101	51	s/o	49	25	s/o	198	100
2012-13	s/o	29	17	5	12	7	s/o	41	24	22	111	66	5	16	10	s/o	168	100
2013-14	s/o	8	4	9	13	7	s/o	21	11	22	123	62	13	55	28	s/o	199	100
2014-15	s/o	17	10	7	18	10	s/o	35	20	21	98	56	14	42	24	s/o	175	100
Changement		-44%			-36%			-41%			+85%			+19%			+25%	

Source : Estimations proviennent des données du BCPAC, mars 2016

Notes : Toutes demandes au programme de Crédit d'impôt proviennent de nouvelles et d'anciennes bases de données.

Tous les chiffres sont susceptibles de changer. Les données datent de 2006-2007 et antérieures proviennent de statistiques antérieures.

Les s/o représentent des chiffres trop bas, et confidentiels.

Le pourcentage de changement est basé sur l'écart entre la moyenne des trois premières années dans ce tableau et des dernières trois années.

Tableau M
Production intérieure de langue anglaise
 par région en dollar constant
 1996-1997 à 2014-2015
 (en millions de dollars)

Année	Québec		Ontario		C.B.		Prairies		Atlantique		Total anglais	
	\$ courant	\$ constant	\$ courant	\$ constant	\$ courant	\$ constant	\$ courant	\$ constant	\$ courant	\$ constant	\$ courant	\$ constant
1996-7	201	201	445	445	128	128	33	33	43	43	850	850
1997-8	240	235	472	462	96	94	50	49	37	36	895	876
1998-9	304	294	554	536	318	308	64	62	87	84	1,327	1,285
1999-0	306	294	609	586	305	293	92	88	55	53	1,367	1,315
2000-1	184	173	541	509	299	281	90	85	80	75	1,194	1,124
2001-2	211	193	694	634	206	188	79	72	58	53	1,247	1,140
2002-3	189	170	679	612	223	290	152	137	67	60	1,309	1,180
2003-4	169	146	726	627	188	201	72	62	58	50	1,213	1,047
2004-5	163	139	657	560	230	198	115	98	69	59	1,236	1,053
2005-6	191	160	752	628	278	237	89	74	73	61	1,382	1,155
2006-7	214	174	715	582	374	313	153	124	72	59	1,528	1,243
2007-8	182	146	791	636	356	290	146	117	61	49	1,536	1,236
2008-9	195	153	853	671	303	244	175	138	67	53	1,593	1,254
2009-0	242	188	894	696	192	150	113	88	76	59	1,516	1,181
2010-1	174	133	993	759	240	183	109	83	66	50	1,582	1,210
2011-2	165	123	1,288	917	324	242	124	93	88	66	1,988	1,485
2012-13	181	132	1,058	771	366	267	84	61	67	49	1,757	1,278
2013-14	229	174	1,061	804	372	281	108	78	97	70	1,867	1,351
2014-15	173	122	1,097	776	395	279	100	71	55	39	1,820	1,288
Changement		-41%		+63%		+56%		+46%		-2%		+30%

Source : Estimations proviennent des données du BCPAC, avril 2015

Notes : Toutes demandes au programme de Crédit d'impôt proviennent de nouvelles et d'anciennes bases de données.

Tous les chiffres sont susceptibles de changer.

Les chiffres en caractère gras sont des dollars constants. Les autres chiffres sont des dollars courants.

Le dollar constant de 1996 est basé sur le taux d'inflation de l'indice des prix à la consommation (IPC) de la Banque du Canada

Tableau N
Télévision de langue anglaise
Production financée et non financée par le FMC
2012-2013 à 2014-2015

	Anglais								
	2012-13			2013-14			2014-15		
	#	\$	%	#	\$	%	#	\$	%
Québec									
Avec FMC	23	40	3	24	44	3	24	45	3
Sans FMC	37	86	6	37	78	5	26	57	4
Total	60	126	9	61	122	8	50	102	7
Ontario									
Avec FMC	111	411	28	110	446	28	99	411	26
Sans FMC	177	473	32	174	477	30	138	578	37
Total	288	885	60	284	924	58	237	988	63
Autres									
Avec FMC	82	247	17	80	291	18	71	254	16
Sans FMC	138	212	14	157	250	16	135	236	15
Total	220	458	31	237	541	34	206	490	31
Canada									
Avec FMC	216	698	48	214	781	49	194	711	45
Sans FMC	352	771	52	368	805	51	299	870	55
Total	568	1,469	100	582	1,586	100	493	1,581	100

Source : Estimations proviennent des données du BCPAC, mars 2016

Notes : Les données de télévision du BCPAC sont divisées selon les productions financées et celles non financées par le CMF

Tableau O
Télévision de langue française
Production financée et non financée par le FMC
2012-2013 à 2014-2015

	2012-13			2013-14			2014-15		
	#	\$	%	#	\$	%	#	\$	%
Québec									
Avec FMC	187	320	62	179	306	61	210	339	59
Sans FMC	211	158	31	215	167	33	232	204	36
Total	398	478	93	394	473	95	442	544	95
Autres									
Avec FMC	43	34	7	37	25	5	29	22	4
Sans FMC	5	2	<1	4	2	<1	12	5	1
Total	48	37	7	41	26	5	41	27	5
Canada									
Avec FMC	230	354	69	216	331	66	239	362	63
Sans FMC	216	160	31	219	168	34	244	209	37
Total	446	514	100	435	499	100	483	571	100

Source : Estimations proviennent des données du BCPAC, mars 2016

Notes : Les données de télévision du BCPAC sont divisées
selon les productions financées et celles non financées

Tableau P
Production de langue anglaise financée par le FMC
au Québec, à Toronto, en C.B. et le total au Canada
1998-1999 à 2014-2015
(en millions de dollars)

Année	Québec					Toronto			Colombie Britannique				Autres			Total						
	Sans AMI		AMI		Total	Total			Sans prime		Avec prime		Total			Canada						
	\$	%	\$	#	%	#	\$	%	\$	%	\$	#	\$	%	#	\$	%	#	FMC rég.	\$	%	
1998-9	11	8		35	11	8	na						s/o			s/o				139	100	
1999-0	na	na		25	na	na							s/o			s/o				119	100	
2000-1	10	7		27	10	7	na						s/o			s/o				136	100	
2001-2	20	13		38	20	13	55	40					s/o			s/o				157	100	
2002-3	16	10		37	16	10	59	36					s/o			s/o				165	100	
2003-4	17	11		27	17	11	62	42					s/o			s/o				145	100	
2004-5	17	10	s/o	26	17	10	116	81	49	33	20	s/o	46	33	20	80	63	38	268	s/o	164	100
2005-6	25	14	s/o	30	25	14	113	75	43	42	24	s/o	43	42	24	80	33	19	266	s/o	175	100
2006-7	16	10	s/o	31	16	10	114	78	47	37	22	s/o	50	37	22	85	34	21	280	s/o	165	100
2007-8	13	8	s/o	21	13	8	119	84	53	33	21	s/o	37	33	21	60	27	17	237	s/o	157	100
2008-9	15	8	2	27	17	9	133	118	64	13	7	s/o	31	13	7	57	35	19	249	5	183	100
2009-0	10	5	s/o	14	10	5	128	121	60	21	10	7	43	29	14	58	43	21	243	10	203	100
2010-1	10	5	4	30	14	8	112	117	62	22	12	4	31	27	14	42	29	16	215	8	187	100
2011-2	8	4	2	21	10	5	122	128	64	25	12	4	31	29	14	68	37	18	242	10	204	100
2012-3	10	5	4	28	13	6	133	119	57	33	16	6	36	39	18	44	39	19	241	15	210	100
2013-4	5	3	3	17	8	4	127	115	58	35	18	0	33	35	18	49	39	20	226	7	197	100
2014-5	9.5	4	3.5	23	13	6	127	118	59	35	17	3.7	33	38	19	56	32	16	239	11	201	100
Changement	-58%				-41%		+50%			-8%			0			-14%				+21%		

Prime : Prime pour la production régionale de langue anglaise

Estimations proviennent des données du BCPAC, janvier 2016

Notes : Les données pour 2002-2003 à 2008-2009 proviennent des tableaux du rapport du FMC

"Canary in the Minefield-areport on the CMF and the regions" de Jane Bisbee et Geoff LeBoutillier.

La prime pour la production régionale de langue anglaise a été mise en place en 2008-2009

et le programme AMI a commencé au Québec en 2013-2014 et a remplacé la prime pour la production régionale en 2014-2015.

Le changement est la différence entre la moyenne des trois premières années débutant en 2004-2005 et la moyenne des trois dernières années.

Tableau Q
Financement du FMC par programme pour les minorités de langues officielles
2010-2011 to 2014-2015
(en millions de dollars)

CLOSM-Anglais	2010-11			2011-12			2012-13			2013-14			2014-15		
	\$m	%	% Angl.	\$m	%	% Angl.	\$m	%	% Angl.	\$m	%	%Angl.	\$m	%	%Angl.
PRIME(EPI)/AMI	\$3.8	29		\$2.2	22		\$3.6	28		\$3.0	37		\$3.3	26	
Autochtone	\$0.0			\$0.0			\$0.0			\$0.3	4		\$0.0	0	
Financement POV	\$0.3	2		\$0.6	6		\$1.2	9		\$0.7	9		\$0.6	5	
ERR	\$9.1	69		\$7.2	72		\$8.1	63		\$4.1	51		\$8.8	69	
Total CLOSM	\$13.2	100	7.1%	\$10.0	100	4.9%	\$12.8	100	6.1%	\$8.1	100	4.1%	\$12.7	100	6.3%
Total anglais	\$185.6		100%	\$204.1		100%	\$210.1		100%	\$197.1		100%	\$201.3		100%
CLOSM-Français	% Fr.			% Fr.			% Fr.			%Fr.			%Fr.		
Fin. FMC langues minoritaires	\$9.6	81		\$10.6	92		\$10.1	97		\$9.9	96		\$9.7	92	
ERR	\$2.3	19		\$0.9	8		\$0.3	3		\$0.4	4		\$0.6	8	
Total CLOSM	\$11.9	100	12.4%	\$11.5	100	11.5%	\$10.4	100	10.1%	\$10.3	100	10.4%	\$10.6	100	10.6%
Total français	\$95.9		100%	\$99.7		100%	\$103.2		100%	\$99.1		100%	\$99.9		100%

Source: CMF Annual Reports. Janvier 2016.

Notes: ERR (Enveloppe de rendement des radiodiffuseurs). Financement du CMF aux CLOSM et pourcentage de financement convergent de langue anglaise ou française

En 2013-2014, le programme EPI a été remplacé par le programme AMI (3 millions de dollars) AMI a augmenté de 3.5 millions de dollars en 2014-2015.

En 2014-2015, 200 000 \$ provenant de AMI a été réservé aux projets Autochtone

Le financement aux CLOSM (communautés de langue officielle en situation minoritaire) est de langue française à l'extérieur du Québec et de la langue anglaise au Québec.

Prime : Prime pour la production régionale de langue anglaise

Tableau R
Dépenses du FMC au Québec - Enveloppe de rendement de radiodiffusion
2010-2011 to 2014-2015

Radiod.	2010-11	%	2011-12	%	2012-13	%	2013-14	%	2014-15	%	Moyene
CBC	\$5,489,193	40	\$1,344,240	13	\$3,097,895	24	\$334,462	4	\$355,719	4	\$2,124,302
Bell Média	\$2,461,312	18	\$2,805,316	28	\$1,560,894	12	\$1,101,993	14	\$4,329,998	49	\$2,451,903
Shaw Media	\$661,988	5	\$1,455,483	15	\$837,256	7	\$426,272	5	\$100,000	1	\$696,200
APTN			\$120,000	1	\$1,951,500	15	\$1,833,573	23	\$869,001	10	\$1,193,519
Corus			\$1,595,300	16	\$157,000	1	\$120,750	2	\$2,869,503	33	\$1,185,638
Rogers											\$0
TVO	\$203,400				\$70,000		\$285,000		\$215,000		
Connais.	\$28,550				\$31,200						
T-Q					\$10,000						
Total éduc.	\$231,950	2			\$111,200	<1	\$285,000	4	\$215,000	2	\$210,788
Superchannel					\$210,000				\$50,000		
TVA			\$3,500								
Vision					\$50,000						
TV5					\$15,000						
Total autres			\$3,500		\$275,000	2			\$50,000	1	\$109,500
Total ERT	\$8,844,443	65	\$7,323,839	73	\$7,990,745	63	\$4,102,000	50	\$8,789,221	69	\$7,410,050
Total FMC	\$13,708,330	100	\$9,971,277	100	\$12,761,321	100	\$8,127,010	100	\$12,700,000	100	\$11,453,588

Source : Estimations proviennent des données du BCPAC, janvier 2016

Notes : Depuis 2013-2014 l'Enveloppe de rendement du télédiffuseur (ERT) est accordée aux groupes de radiodiffusion plus qu'aux diffuseurs individuels.

Le total du FMC inclut toutes les sources de financement pour le Québec : AMI, POV, Autochtone, ou autres.

Tableau S
Téléfilm - Financement de les longs métrages canadiens
Engagements de langue anglaise par région
2006-2007 à 2014-2015
(en millions de dollars)

Année	Québec		Ontario		C.B.		Prairies		Atlantique		Canada	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
2006-7	15.5	29	17.5	32	14.1	25	2.0	4	6.0	11	55.3	100
2007-8	13.0	21	26.1	42	12.5	21	4.0	6	6.0	10	61.7	100
2008-9	17.3	31	18.1	33	12.7	24	<1	2	6.0	11	55.2	100
2009-0	11.8	19	33.4	52	7.0	11	5.0	8	6.0	10	62.8	100
2010-1	14.5	24	33.7	56	4.7	8	1.0	2	7.0	11	60.6	100
2011-2	7.7	15	35.1	67	3.0	6	4.0	8	2.0	4	52.1	100
2012-3	11.2	20	30.4	54	8.0	14	<1	2	6.0	11	56.5	100
2013-4	14.8	27	30.7	55	3.6	7	3.2	6	3.3	6	55.6	100
2014-5	9.9	17	38.3	66	4.7	8	2.1	4	2.8	5	57.9	100
Change	-22%		+61%		-59%		-9%		-33%		-1%	

Source: Téléfilm, janvier 2016

Notes: Financement du FLMC uniquement inclut production, post-production, développement, marketing et doublage pour les nouveaux contrats plus amendements.

Le pourcentage de changement est basé sur l'écart entre la moyenne des trois premières années dans ce tableau et des trois dernières années.

Tableau T
Office national du film du Canada
Production régionale de langue anglaise
2009-2010 à 2014-2015
(en milliers de dollars)

	2009-10		2010-1		2011-2		2012-3		2013-4		2014-5		Changement
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
Studios régionaux de langue anglaise													
Digital Unit	865	4	982	5	1,609	7	2,087	10	2,390	12	2,529	13	
Vancouver	3,183	14	3,059	14	2,869	12	2,876	14	4,048	20	4,343	22	
Sous-total C.B.	4,048	17	4,041	18	4,478	19	4,963	23	6,438	31	6,872	35	+106%
Edmonton,Régina,et Winnipeg	3,965	17	4,005	18	4,437	19	3,610	17	2,780	13	2,143	11	
Sous total Prairies	3,956	17	4,005	18	4,437	19	3,610	17	2,780	13	2,143	11	-35%
Toronto	4,395	19	4,728	21	4,815	21	3,927	18	3,684	18	3,387	17	
Sous total Ontario	4,395	19	4,728	21	4,815	21	3,927	18	3,684	18	3,387	17	-11%
Montreal	4,150	18	3,693	17	3,806	16	2,767	13	2,083	10	2,154	11	
Studio animation	4,639	20	3,174	14	2,964	13	3,278	15	2,460	12	2,238	11	
Sous total Québec	8,789	37	6,867	31	6,770	29	6,045	28	4,543	22	4,392	22	-41%
Halifax Aut.et St.john's	2,339	10	2,523	11	2,832	12	2,737	13	3,202	16	3,144	16	
Total Atlantique	2,339	10	2,523	11	2,832	12	2,737	13	3,202	16	3,144	16	+60%
Total	23,526	100	22,165	100	23,332	100	21,281	100	20,649	100	19,940	100	

Source: ONF, février 2016

Note : L'ONF a changé sa méthodologie et a recommencé 2013-2014. Budget total est passé de 19.886 millions à 20.649 millions.

La part du Québec a baissé de 25 % à 22 %, la part de la C.B. a augmenté de 24 % à 31 %. Le changement est la différence dans les pourcentages des premières et trois dernières années.

Tableau U
Budgets de la CBC - Production indépendante
en langue anglaise par région
2008-2009 à 2010-2011 et 2013-2014 à 2014 -2015
(en millions de dollars)

Année	Québec				Ontario				C.B.				Prairies				Atlantique				Canada			
	#	Bud.	Prix lic.	% Dév.	#	Bud.	Prix lic.	%	#	Bud.	Prix Lic.	%	#	Bud.	Prix lic.	%	#	Bud.	Prix lic.	%	#	Bud.	Prix lic.	%
2008-9	35	63	11	12	52	\$162	42	46	14	23	7	8	15	71	21	23	13	48	10	11	129	366	90	100
2009-0	25	65	9	12	39	\$177	42	57	10	9	3	4	9	33	10	13	9	41	10	14	92	324	74	100
2010-1	14	61	10	13	42	\$139	36	48	19	16	4	6	11	46	12	16	10	57	13	17	96	320	75	100
2011-12		s/o	s/o			s/o	s/o			s/o	s/o			s/o	s/o			s/o	s/o			s/o	s/o	
2012-13		s/o	s/o			s/o	s/o			s/o	s/o			s/o	s/o			s/o	s/o			s/o	s/o	
2013-14	21	s/o	6	7	20	s/o	s/o			s/o	s/o			s/o	s/o			s/o	s/o		150	s/o	93	100
2014-15	25	s/o	6	6	9	s/o	s/o			s/o	s/o			s/o	s/o			s/o	s/o		212	s/o	119	100

Source: Rapports de la CBC (2009, 2010, 2011) sur les activités de productions indépendantes et rapports de la CBC (2014-2015) sur la production indépendante des CLOSM (App.7).

Notes : Nombre de projets, total des budgets de production, prix des licences de la CBC, et pourcentage régional des frais totaux de licences.

La CBC n'a rédigé aucun rapport de production indépendante pour 2012 et 2013. Les rapports pour 2014 et 2015 sont incomplets, mais fournissent un pourcentage du développement des CLOSM.

Tableau V
SODEC - Financement d'oeuvres cinématographiques
par programme et par langue
2008-2009 à 2014-2015
(en milliers de dollars)

	Anglais		Français		Bilingue		Autres		Total	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
2008-9	3,916	14.6	23,905	85.4	0	0.0	0	0.0	26,821	100
Fiction (privé)	3,330	15.3	18,450	84.7	0	0.0	0	0.0	21,780	100
Fiction (indép.)	0	0.0	2,220	100.0	0	0.0	0	0.0	2,220	100
Fiction (court et moyen)	75	20.3	295	79.7	0	0.0	0	0.0	370	100
Documentaires	511	20.8	1,940	79.2	0	0.0	0	0.0	2,451	100
2009-10	3,551	12.2	25,346	87.2	0	0.0	180	0.6	29,077	100
Fiction (privé)	2,705	11.9	19,935	87.4	0	0.0	180	0.8	22,820	100
Fiction (indép.)	420	15.5	2,283	84.5	0	0.0	0	0.0	2,703	100
Fiction (court et moyen)	110	21.0	415	79.0	0	0.0	0	0.0	525	100
Documentaires	316	10.4	2,713	89.6	0	0.0	0	0.0	3,029	100
2010-11	1,934	7.6	23,172	91.2	0	0.0	290	1.1	25,395	100
Fiction (privé)	1,620	8.2	18,180	91.7	0	0.0	20	0.1	19,820	100
Fiction (indép.)	0	0.0	2,690	94.7	0	0.0	150	5.3	2,840	100
Fiction (court et moyen)	150	39.5	210	55.3	0	0.0	20	5.3	380	100
Documentaires	164	6.9	2,092	88.8	0	0.0	100	4.2	2,355	100
2011-12	3,421	13.3	21,907	85.4	64	0.3	270	1.1	25,663	100
Fiction (privé)	2,620	12.6	18,120	87.0	0	0.0	90	0.4	20,830	100
Fiction (indép.)	503	18.8	2,173	81.2	0	0.0	0	0.0	2,676	100
Fiction (court et moyen)	75	23.7	191	60.4	0	0.0	50	15.8	316	100
Documentaires	223	12.1	1,423	77.3	64	3.5	130	7.1	1,840	100
2012-13	3,567	11.9	26,343	88.0	0	0.0	8	0.0	29,918	100
Fiction (privé)	2,952	11.6	22,526	88.4	0	0.0	0	0.0	25,478	100
Fiction (indép.)	441	25.3	1,300	74.7	0	0.0	0	0.0	1,741	100
Fiction (court et moyen)	65	12.6	450	87.4	0	0.0	0	0.0	515	100
Documentaires	109	5.0	2,067	94.6	0	0.0	8	0.4	2,184	100
2013-14	3,334	12.5	22,220	83.5	271	1.0	775	2.9	26,600	100
Fiction (privé)	3,025	14.2	17,468	82.1	0	0.0	775	3.6	21,268	100
Fiction (indép.)	0	0.0	2,000	100.0	0	0.0	0	0.0	2,000	100
Fiction (court et moyen)	75	14.2	453	85.8	0	0.0	0	0.0	528	100
Documentaires	234	8.3	2,300	82.0	271	9.7	0	0.0	2,805	100
2014-15	2,141	9.0	20,501	86.6	56	0.2	981	4.1	23,679	100
Fiction (privé)	1,968	10.8	15,930	87.3	0	0.0	360	2.0	18,257	100
Fiction (indép.)	0	0.0	2,532	83.5	0	0.0	500	16.5	3,032	100
Fiction (court et moyen)	0	0.0	480	100.0	0	0.0	0	0.0	480	100
Documentaires	173	9.1	1,559	81.7	56	2.9	121	6.4	1,910	100

Source: SODEC

Note : Financement sélectif répartie par langue.

Tableau W
Sommaire
SODEC - Financement d'œuvres cinématographiques par genre et par langue
2008-2009 à 2014-2015

	Anglais		Français		Bilingue		Autres		Total	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
2008-9 à 2014-15	21,863	11.7	162,394	86.8	391	0.2	2,504	1.3	187,153	100
Fiction (privé)	18,220	12.1	130,608	86.9	0	0.0	1,425	0.9	150,252	100
Fiction (indép.)	1,364	7.9	15,198	88.3	0	0.0	650	3.8	17,212	100
Fiction (court et moyen)	550	17.7	2,494	80.1	0	0.0	70	2.2	3,114	100
Documentaires	1,730	10.4	14,095	85.0	391	2.4	359	2.2	16,575	100

Source: SODEC

Note : Financement sélectif répartie par langue.

